



# LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1938 VENDREDI 14 FÉVRIER 2014

## BESOINS SOCIAUX

### 832 millions de dollars pour couvrir les besoins humanitaires en 2014

Les représentants du gouvernement, les Nations unies et les partenaires humanitaires ont lancé, le 6 février, un plan d'action humanitaire de huit cent trente et deux millions de dollars pour la RDC. Les actions prévues dans ce programme s'inscrivent notamment dans la lutte contre la malnutrition et ses conséquences, l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'hygiène pour atténuer l'apparition de maladies hydriques telles que le choléra et l'amélioration de l'éducation et de l'accès aux services de base. Pour réaliser ces projets conçus pour 2014, les organismes humanitaires ont reçu leurs sollicitations à la baisse de près de soixante millions de dollars par rapport à 2013. Pour leur part, les experts en nutrition ont demandé 256 millions de dollars pour fournir une aide alimentaire de première nécessité et une assistance agricole.

Page 18

## Processus électoral

# L'opposition politique invite L'abbé Malu Malu à démissionner

Dans une récente correspondance adressée aux membres du présidium du Comité national de suivi des concertations nationales, l'opposition politique congolaise récuse les membres de l'actuel bureau de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) en ciblant, entre autres, son président appelé à rendre le tablier. Pour cette structure de l'opposition, l'intéressé passerait outre la recommandation pertinente des concertations nationales relative à la réforme du processus électoral qui exige la mise en place d'une véritable administration électorale, transparente et neutre. Elle dénonce, par ailleurs, les manœuvres politiciennes de l'abbé Apollinaire Malu Malu qui planterait, selon elle, le décor de la fraude électorale en élaborant une feuille de route électorale en violation de l'article 197 de la Constitution qui prévoit l'élection au suffrage universel direct des députés provinciaux et non au second degré comme proposé.

Page 17



Abbé Apollinaire Malu Malu



## Musique

### King Kester a lâché le micro pour de bon

La faucheuse, impitoyable et inopportune comme à son habitude, vient de frapper une fois de plus la sphère musicale congolaise l'amputant gravement d'un de ses membres non des moindres. Jean Émeneya Mubiala a tiré sa révérence jeudi à l'hôpital Marie Lannelongue en région parisienne. Le patron du groupe musical Victoria Eleison, à en croire des sources, était admis depuis novembre dernier à l'hôpital Marie Lannelongue pour des problèmes de cœur.

Cependant, une version divergente écoutée sur les ondes allègue qu'il aurait succombé suite à un cancer. Il est vrai que même au plus fort de sa maladie et même après son relatif rétablissement, nul n'a vraiment jamais su au juste qu'elle est le mal qui avait rongé Muntu wa zamani.

Page 20

## CLASSEMENT FIFA

### La RDC perd dix places en février 2014

La RDC est passée de la 81e position en janvier 2014 à la 91e place au mois de février. La prestation moins flatteuse des Léopards locaux à la 3e édition du Chan et aussi le fait que la sélection A ne dispute plus des matchs Fifa depuis la fin des éliminatoires de la Coupe du monde Brésil 2014 pourraient être les raisons de cette dégringolade au classement Fifa.

Entre-temps, la Fédération congolaise de football association n'a pas encore trouvé un nouveau sélectionneur des Léopards A de la RDC et ne semble pas se préoccuper de contracter des matchs Fifa pour le pays. L'opinion n'est donc pas surprise que le pays perde des places au classement Fifa. Au niveau continental, la Côte d'Ivoire continue de mener la barque alors que sur le plan mondial, l'Espagne ne cesse de dicter sa loi.

Page 20

## PRISON DE KASONGO

### Des ONG appuient les revendications des détenus sur leurs conditions carcérales

Plusieurs ONG ont fermement condamné la répression violente de la police de l'action menée le 12 février par une cinquantaine de détenus qui se sont regroupés dans l'enceinte de la prison de Kasongo (province de Maniema) en chantant pour protester contre la précarité de leurs conditions de détention. Elles ont également appelé le gouvernement à prendre en charge les soins médicaux de tous les blessés et à s'assurer qu'il n'y a plus de personnes en détention arbitraire. Le gouvernement a, par ailleurs, été prié de prendre des dispositions urgentes pour que les cellules de toutes les prisons de la RDC en général, et celles de Kasongo en particulier, répondent aux règles minima des Nations unies telles que l'hygiène, le cubage d'air, l'éclairage, la nourriture, la ventilation et l'existence d'installations sanitaires.

Page 17

## ÉDITORIAL

## Voie royale

Projetons-nous un instant dans le proche avenir et imaginons ce qui se passera lorsque l'axe Pointe Noire-Dolisie-Brazzaville-Oyo-Owando-Ouessou sera devenu l'axe principal de pénétration en Afrique centrale. Avec de multiples liaisons qui uniront le Congo, tout au long de cet axe, à ses pays frères du Bassin du Congo : Angola-Cabinda, République démocratique du Congo, Gabon, Cameroun, Centrafrique, pour ne citer que ceux avec lesquels nous avons une frontière terrestre ou fluviale commune.

Oui, projetons-nous dans ce futur immédiat et voyons ce qui pourrait favoriser, accélérer même, le processus d'ouverture vers la région dont bénéficiera le peuple congolais, tout le peuple congolais et pas seulement les privilégiés qui jusqu'à présent recouraient aux seules liaisons disponibles, à savoir les liaisons aériennes. Croire, en effet, qu'il suffit d'aménager les routes existantes et de créer ici ou là des autoroutes pour faire sauter l'obstacle naturel qui freine désespérément nos échanges avec les pays voisins est une illusion dangereuse.

Au-delà des grands travaux d'infrastructures qui sont indispensables et se poursuivent à un rythme rapide, il est temps de reconnaître que seule la mobilisation des collectivités que réunissent les voies routières rendra possible la circulation sur les quelque mille cinq cents kilomètres de ce parcours. Une mobilisation qui pour l'instant ne se manifeste guère, soit parce que les départements et les villes concernés ne disposent pas des ressources nécessaires, soit parce que les élus locaux n'ont pas encore pris la véritable dimension de l'enjeu.

Créer des stations-service accueillantes tout au long du trajet, aménager des aires de repos à intervalles réguliers, équiper les villes d'hôtels et d'auberges dignes de ce nom, rendre accessibles les sites touristiques proches des grandes voies de communication, mettre en place des circuits de vente de produits locaux accessibles aux automobilistes sont des objectifs qui peuvent être atteints dans un délai proche si les communautés concernées les inscrivent en bonne place dans leurs priorités. Est-il absurde de suggérer que le temps est venu de franchir ce pas-là ?

Assurément pas !

Les Dépêches de Brazzaville

## TRAVAUX PUBLICS

## Le ministre Émile Ouosso visite le chantier de la réhabilitation de l'ancien pont du Djoué

Les travaux de réhabilitation du vieux pont au niveau du Djoué dans la périphérie sud de Brazzaville sur la route nationale n°1, permettront de raccorder la route à bitumer qui sort directement vers l'OMS.

Une délégation des Travaux publics conduite par le ministre de l'Équipement et des Travaux publics, Émile Ouosso, est allée sur place constater l'avancement des travaux de l'ouvrage à réhabiliter. Cette réhabilitation consiste au déplacement des réseaux ; au sablage et à la peinture sur toute la surface métallique du pont ; au remplacement et/ou à la réparation des garde-corps, des joints de chaussée ; au rabotage du tapis bitumeux.

À la fin des travaux, le trafic sera ouvert uniquement aux véhicules légers avec l'aménagement des portiques. Il est aussi prévu une auscultation du pont pour s'assurer que le pont pourrait prendre en charge les forts tonnages. Pour l'instant, l'administration ne veut pas prendre de risques et a décidé de limiter le pont aux faibles tonnages. « L'ancien pont devra être dédié au trafic des véhicules à faible tonnage, en attendant que le BCPTP fasse son osculation complète et valide s'il peut supporter des gros véhicules », a déclaré Émile Ouosso.

Le ministre des Travaux publics a rassuré les populations environnantes sur

le niveau d'exécution des travaux du plan d'aménagement de leur quartier. Les statistiques d'exécution sont les suivantes : pont du Djoué à Madibou (35%), de Madibou à Nganga Lingolo (13%), accès OMS, rond-point Ma-fouta, rond-point Makala (48%), rond-point bureaux OMS, logements OMS (74%), logement OMS-RN1 (ancien point du Djoué) 74%, montée brosette vers petit marché Mansimou (42%). Sur l'entretien de la route Brazzaville-Kinkala, la situation générale d'avancement est estimée à 60,94%.

## Les travaux suspendus reprennent

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'avenant 7 faisant suite au marché principal des travaux de construction, d'aménagement et de bitumage de la route Nganga Lingolo-Kinkala. Confiés à l'entreprise Socofran, les travaux avaient été suspendus en juin 2013. L'État a honoré ses engagements et a payé les sommes dues à l'entreprise à la fin de l'année 2013, soit 1.440.788.519 FCFA, ce qui porte le montant total des sommes payées au

titre de ce projet à 2.341.578.744 FCFA, environ 78% de la somme totale prévisionnelle des travaux qui s'élève à 3.002.634.083 FCFA. La délégation des Travaux publics est allée se rendre compte de la reprise des travaux après que le fonds routier ait dégagé les fonds pour permettre à Socofran de continuer leur mission. Il était question de constater l'achèvement de l'accès OMS reliant le rond-point de Ma-fouta au rond-point du camp Katakata, et du tronçon accès OMS reliant les logements aux bureaux. Ici les travaux consistent à la pose de la couche de roulement en enrobés de 5cm. S'agissant de l'aménagement de l'axe 3 reliant le marché Mansimou à la RN1, des travaux neufs de l'axe principal et des bretelles de raccordements figurent parmi les priorités.

De façon concrète, le projet, qui porte sur l'aménagement des bretelles d'accès à l'OMS et de l'entretien de la route Brazzaville-Kinkala, connaît encore quelques faiblesses.

En effet, le revêtement posé hier n'a pas été bien fait au niveau de la montée du golf. Concernant l'entretien de Brazzaville-Kinkala, la route a connu des problèmes d'assainissement. Il reste la construction de 62 bretelles qui sont prévues entre le pont du Djoué et au-delà de Nganga-Lingolo qui raccordent les quartiers à la RN1.

Les expropriations (45 millions pour 8 parcelles) seront effectuées pour faciliter l'avancement des travaux.

En outre, l'entreprise devrait mettre en place les matériels appropriés et un planning d'achèvement des travaux. Elle devra définir un traitement pour les 62 bretelles à construire et proposer un traitement d'entretien du pont du Djoué. « Nous leur avons donné le temps de démarrer les travaux et notre présence est de faire un premier contrôle pour voir si tout se passe bien. Apparemment ça va mais il y a encore quelques réglages », a conclu le ministre Émile Ouosso.

Nancy France Loutoumba



Le vieux pont

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétaire : Raïssa Angombo

## Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout  
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout  
Secrétaire des rédactions adjoint :  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

## Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)  
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula  
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya (stagiaire)

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

## Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Méline Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Coordonateur : Jules Tambwe Itagali  
Politique : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa  
Société : Lucien Dianzenza  
Sports : Martin Enyimo  
Service commercial : Adrienne Londole  
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

## Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou  
Directrice du Développement : Carole Moine

## Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma  
Comptabilité : Marie Mendy

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Martial Mombongo  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga  
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

## DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia  
Assistante de direction : Sylvia Addhas  
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

## INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola  
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpla), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

## LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel  
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma  
Assistante : Laura Ikambi  
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France  
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80  
www.lagaleriescongo.com

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpla), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau  
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

## NTIC

## Le marché africain du numérique estimé à la hausse en 2014

**Spécialisé en messagerie instantanée, le cabinet d'analyse Deloitte a réalisé une étude révélant les tendances du marché africain en 2014, notamment en ce qui concerne la consommation des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Les statistiques soulignent qu'au cours de cette année, leur consommation sera croissante.**

Selon l'expertise, cette évolution s'expliquerait à travers certains éléments tels que, les messageries instantanées sur mobile (MIM), l'augmentation des ventes d'équipements électroniques, des tablettes numériques, les retransmissions sportives, les accessoires connectés et le développement d'une nouvelle relation patient-médecin.

En effet, cette enquête s'est appuyée sur les comportements des populations dans l'utilisation des produits et services des NTIC. Elle s'est basée aussi sur les échanges avec les clients, les analystes, les

professionnels de l'industrie et les experts œuvrant dans ce domaine.

Cette accélération de la demande des NTIC résultera, selon ce cabinet, de l'adoption des Smartphones par le continent africain. Car, la pénétration des outils ne fait qu'augmenter et passera de 25% en 2013 à 50% en 2014. D'autant plus que les marchés des télécommunications de certains pays africains tels que la République démocratique du Congo, le Cameroun, le Congo Brazzaville, le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal et la Côte d'Ivoire, présentent la plus importante croissance en Afrique francophone.

#### Progrès des ventes d'équipements électroniques

Concernant ce point, l'étude insiste sur le fait qu'au cours de cette année, les Smartphones, tablettes, PC, télévisions et consoles de jeu enregistreront des ventes importantes plus que pendant l'année 2013. « Si l'on compare les ventes de tous ces appareils aux

chiffres de 2010, la hausse est supérieure à 100 %. Car, depuis 2003, ces cinq produits affichent une croissance insolente », précise cette étude qui, d'ailleurs, souligne qu'en Afrique, compte tenu du fait que le nombre d'abonnés 3G doublera d'ici 2016, le marché des Smartphones et tablettes numériques marquera toujours une forte augmentation en Afrique.

**Le développement d'une nouvelle relation entre le patient et le médecin**  
Sur le plan sanitaire, l'enquête évoque la régression des consultations traditionnelles et l'entrée en force des consultations virtuelles. Ce qui est une conséquence positive pour les NTIC. « Il y aura des milliers de consultations virtuelles à réaliser dans le monde en 2014. Elles auront un impact important sur les recettes économiques des différents pays comparativement aux coûts des consultations traditionnelles. Ce nouveau type de consultation pourrait afficher une progression de 400 % », indique encore l'expertise.

#### Les messageries instantanées sur mobile favorisent l'évolution des NTIC

En dehors de ces deux éléments, les conclusions de l'étude reconnaissent aussi la place qu'occuperaient actuellement les messageries instantanées sur mobile (MIM). Qui, selon ces experts, représenteront en 2014 des milliers de messages envoyés par jour. Ce qui engrangera beaucoup de milliards de revenus. Ainsi, pour les experts, les opérateurs devraient encourager leurs abonnés à adopter les MIM afin d'accroître leurs recettes. D'autant plus, avec la croissance rapide du marché haut débit et de la 3G en Afrique, la mutation vers les services « Data » est incontournable et amènera les opérateurs de télécommunications à ajuster leurs modèles économiques, en multipliant leurs sources de revenus et en protégeant leurs revenus actuels qui émanent des services de voix et de Sms.

#### Les retransmissions des émissions sportives

Les résultats de l'étude énumèrent que le sport est l'un des facteurs qui explique l'utilisation en masse des NTIC aujourd'hui. Ceci, à cause des grands événements sportifs qui, eux aussi, accroîtront l'attachement des populations aux NTIC et le nombre des abonnés. Ce qui générera des revenus publicitaires à grande échelle. « Les sommes liées aux droits de retransmission des grands événements sportifs atteindront des milliers de FCFA en cette année. Soit une progression de 14% par rapport à 2013 », indique l'enquête.

Par ailleurs, il a été également souligné que parmi les facteurs qui présentent de manière concrète l'accroissement et l'évolution des NTIC, se trouve, l'utilisation et l'entrée en masse des appareils ultrarobustes et des tablettes (Smartphones ayant un écran de 5 ou 6 pouces) en Afrique, sans oublier les accessoires connectés, comme les montres intelligentes par exemple.

Rock Ngassakys

## EXPLORATION PÉTROLIÈRE

## ENI annonce des découvertes exceptionnelles de pétrole et de gaz sur le permis de Nene Marine

**Le groupe pétrolier italien se renforce comme partenaire majeur du Congo et de l'Afrique dans les domaines pétrolier et gazier.**

« C'est un succès exploratoire absolument exceptionnel ! ». La presse italienne ne tarissait pas d'éloges jeudi, les gros titres saluant les importantes découvertes pétrolières réalisées par ENI au large des côtes du Congo. Les indices d'évaluation des potentialités du bloc Marine XII de Nene Marine indiquent des réserves de 1,2 milliard de pétrole et de 30 milliards de mètres cubes de gaz.

Si l'on regroupe les perspectives estimées des blocs Nene Marine et de Litchjendili toute proche, écrit ENI, on arrive à des estimations globales de l'ordre de 2,5 milliards de pétrole. « Le bloc présente encore un potentiel minéral additionnel qui sera à mettre en évidence dans la prochaine campagne exploratoire et

de délimitation », affirme le groupe italien. Sur ce permis, ENI opère avec New Age et la SNPC (la Société nationale des pétroles du Congo), à 65%, 25% et 10% des parts respectivement.

ENI table sur une entrée effective en exploitation dans les deux ans. Ce nouveau succès couronne à la fois la confiance du groupe italien dans les potentialités énergétiques africaines sur lesquelles il avait, le premier, su miser. Mais il souligne aussi, s'il en était besoin, que le savoir-faire italien en la matière n'est plus à démontrer. Le puits de Marine XII, à 17 km des côtes ponténo-grines est en offshore.

Sur 28 m d'eau, la perforation a permis de rencontrer la riche accumulation de gaz et de pétrole léger. La séquence géologique indique une extension vers l'ouest, annonçant une probable continuité hydraulique, selon le jargon du communi-

qué. En langage clair, Marine XII n'a pas fini de livrer toutes ses potentialités de découvertes et d'extraction en pétrole et en gaz. Pendant les essais, le nouveau puits a permis un débit de quelque 5 000 barils de brut par jour.

On rappelle volontiers à Rome que le groupe italien fut l'un des rares à se lancer dans l'aventure de l'exploration pétrolière en Afrique dès les années des indépendances. Au Congo, il est présent depuis 1968 (AGIP). Il y tire quelque 105 000 barils équivalent pétrole par jour. Il est aussi implanté en Afrique subsaharienne depuis les années 1960, opérant notamment en Angola, au Gabon, au Nigéria.

Il a étendu son réseau de partenariat avec des succès récents au Ghana, au Mozambique, en République démocratique du Congo, au Kenya et au Libéria.

Lucien Mpama

## BOUENZA

## 14 sociétés en compétition pour des projets d'électrification

**Les entreprises se bousculent pour remporter le marché sur la réhabilitation et le renforcement du système électrique de la ville de Madingou et du district de Mabombo, dans le département de Bouenza.**

L'ouverture des offres relative à la mise en œuvre de ces projets a lieu le 16 février, à la délégation générale aux grands travaux, sous la coordination du chef de département de la gestion des

marchés, André Mbossa.

Il s'agira, pour les sociétés qui seront retenues, de construire une centrale thermique et renforcer la ligne électrique de 35 KV à Madingou. À Mabombo par contre, les travaux portent sur la construction de la ligne électrique aérienne de 33 KV, un poste de 33/20 kv, ainsi que des installations pour l'éclairage public dudit district.

Au nombre des sociétés ayant soumissionné : Eget Congo,

Bouygues, Énergie du Congo, Procab, Hi tech services et Sotraco, Man holdind. Les montants proposés vont de trois à plus de six milliards FCFA pour une durée de travaux allant de huit à douze mois environ. Notons que ce projet, inscrit dans le programme du gouvernement, vise « à électrifier tous les chefs-lieux de départements, de districts et toutes les communautés urbaines du pays ».

Lopelle Mboussa Gassia

## ENVIRONNEMENT

## Les bouteilles en plastique, facteur de dégâts dévastateurs

**Trois ans après la publication du décret relatif à l'interdiction de l'utilisation des sacs et sachets en République du Congo, les brasseries ont récemment lancé des boissons dans un conditionnement en plastique. C'est dans ce cadre que le Consortium panafricain des droits de l'homme et de lutte contre la toxicomanie (CPDHLCT) propose de lutter contre la prolifération des bouteilles en plastique.**

Face aux effets néfastes de la matière plastique du fait de sa durée de vie avant sa détérioration, le CPDHLCT a manifesté ses inquiétudes, le 10 février à Pointe-Noire.

L'organisation dénonce, dans une note, les risques prévisibles de dégradation des sols, notamment l'érosion, l'appauvrissement, d'inadaptation des sols aux activités agricoles et aux ceintures maraichères, de saturation des cours d'eau urbains et de profusion des moustiques et des maladies épidémiques, enfin, d'imperméabilité des eaux dans le sol. « La pollution et la toxicité sont évidentes en cas de stockage, de manipulation sans incinération et évacuation des déchets de ces bouteilles en plastique à usage unique par les citoyens. Le fait que les brasseries ne prennent pas en compte, ni en charge le recyclage, l'incinération et le stockage des bouteilles usées, constitue une atteinte grave aux dispositions des articles sur l'environnement de la Constitution du 20 janvier 2002. Ainsi, les caniveaux, les cours d'eau et autres décharges mal tenus par les services de la mairie, sont jonchés de bou-

teilles en plastique usées, issues des sociétés d'eau minérale ou de boisson », peut-on lire dans cette note.

Selon le CPDHLCT, à cette allure, les villes du Congo seront inondées de bouteilles en plastique, au bout de deux ans. En effet, les problèmes d'utilisation de ces objets touchent aussi bien la santé publique que la conservation de l'environnement. Il faut noter que le sachet a une durée de vie moyenne de 3.000 ans et la bouteille en plastique peut subsister pendant environ 4.000 ans, avant sa détérioration. Pour lutter efficacement contre ce phénomène, cette organisation a recommandé aux brasseries de contribuer à l'amélioration de la santé publique et communautaire, en stockant ses bouteilles en plastique afin d'éviter la pollution de l'environnement ; d'envisager la création d'un système d'incinération ou de recyclage des bouteilles usées ; et enfin, d'aider à la mise en œuvre effective du décret sur l'élimination des sacs et sachets. Signalons que cette note a été rendue publique par le président de la CPDHLCT, Victor Kaya.

Josiane Mambou Loukoula



## OFFRES D'EMPLOI RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION

Le cabinet dentaire SEMINET sis au 2<sup>e</sup> étage de l'immeuble CNSS, recherche une responsable de l'administration générale bilingue (anglais-français) pour Pointe-Noire.

### Responsabilités :

Sous la supervision du chirurgien-dentiste titulaire, la responsable de l'administration générale accomplira les tâches suivantes :

- superviser et organiser le secrétariat
- corriger les dysfonctionnements en cas de besoin
- veiller au bon déroulement des tâches
- assurer la bonne circulation de l'information entre les membres du personnel, les praticiens et le titulaire du cabinet
- rédiger du courrier et des rapports d'activités
- proposer des mesures correctives
- rendre compte des actions en cours en temps opportun par les moyens de communication disponibles (téléphone, sms, emails, etc.)
- collecter les pièces comptables
- communiquer avec les entreprises et les compagnies d'assurance-maladie
- assurer le suivi des actions prises
- superviser le pôle secrétariat
- assurer la gestion du personnel
- assurer la gestion du stock et des commandes
- préparer les éléments nécessaires aux réunions
- tenir à jour les tableaux de planification relatifs aux congés et aux voyages

### Compétences :

- maîtrise parfaite de l'outil informatique (Word, Excel, PowerPoint, Outlook...)
- communication verbale et écrite
- excellente expression verbale et écrite, en français et en anglais
- traduction orale et écrite

### Qualités :

- pro activité, réactivité et dynamisme
- solide esprit d'équipe
- sens des responsabilités
- bonnes capacités d'organisation
- disponibilité
- capacités d'analyse et de synthèse
- souci des résultats
- respect de la ponctualité
- fiabilité
- facultés d'adaptation

**Niveau exigé :** bac + 2 à + 5 (BTS, licence, Maîtrise, DEA)

Les candidates sont invitées à déposer leur lettre de motivation et cv avec photo au cabinet dentaire SEMINET sis au 2<sup>ème</sup> étage de l'immeuble C.N.S.S. au-dessus de la pharmacie MAVRE ou à l'envoyer à l'adresse email suivante : [secretariat@cdseminet.com](mailto:secretariat@cdseminet.com).



## ECAIR RECRUTE

Equatorial Congo Airlines, en sigle ECAir, la compagnie aérienne nationale congolaise recherche des candidats appropriés pour la fonction suivante:

Elève Pilote (H/F)

### Conditions :

- Etre de nationalité congolaise;
- Etre âgé de 18 à 27 ans;
- Etre en bonne santé.

### Qualifications :

- Niveau scolaire requis: BAC + 3 ou supérieur;
- Connaissances mathématiques de base: algèbre, géométrie, trigonométrie, calcul mental + physique de base;
- Motivation pour le métier de pilote et connais-

sance du secteur aérien ( par lecture, internet, jeux vidéos spécialisés);

- Psychomotricité;
- Capacités en anglais ( écrit et parlé).

### Avantages en vue de la sélection:

- Expérience aéronautique préalable;
- Etre résistant au stress;
- Esprit analytique, synthétique et d'initiative;
- Etre détenteur d'un permis de conduire.

Nous nous réjouissons d'avance de recevoir votre candidature (cv et lettre de motivation) à l'adresse suivante avec la mention « Elève Pilote »: [pnt@flyecair.com](mailto:pnt@flyecair.com)

### Date limite de dépôt des candidatures:

7 mars 2014

## Idées-forces, sujets en débat

**Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société**

□ *« Il nous faut réhabiliter le rôle de l'État. C'est lorsque l'État faillit que la paix devient défaillante. Les meilleures chances de casser la guerre passent par la prévention (...) La paix s'apprend, se démontre et se cultive ».*

Jean-Yves Le Drian, ministre français de la Défense, le 11 février 2014 à Brazzaville.

□ *« Au moment où nous regardons vers l'avenir, il apparaît clairement que l'Afrique est plus importante que jamais pour la sécurité et la prospérité de la communauté internationale et pour les États-Unis en particulier ».*

Barack Obama, président américain, le 15 Juin 2012 dans Jeune Afrique.

□ *« Si l'abstention peut généralement être comprise comme une marque de désintérêt pour la vie politique, le vote blanc doit être vu comme une attente non satisfaite qui peut traduire une forme d'espérance. C'est un choix tout aussi respectable que les autres ».*

Philippe Kaltenbach, membre du Parti Socialiste français (PS), Nouvel Observateur, le 12 février 2014.

□ *« Le monde, quelles que soient les régions, est confronté à un déficit de demande liée à un partage de la valeur ajoutée trop défavorable aux salariés. »*

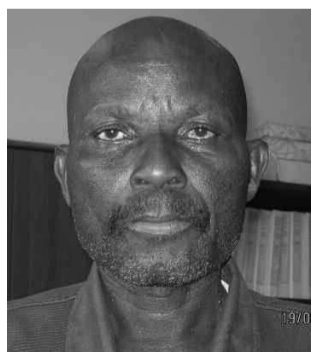
Jean-Luc Buchalet, associé-fondateur du bureau d'analyse PrimeView, PDG de Pythagore Investissement, Boursorama (revue), le 12 février 2014

□ *« Ce sont des problèmes quotidiens qui entraînent les conflits les plus importants en Afrique ».*

Adunola Abiola, fondatrice de Think Security Africa, rapport rendu public le 12 février 2014.

## COMMUNIQUÉ

La direction de Bouygues Energies & Services Congo a le regret d'annoncer aux agents, amis et connaissances, le décès de monsieur Pierre Ongalingali survenu le vendredi 7 février 2014 de suite d'une longue maladie à Ewo. L'enterrement a eu lieu ce dimanche 9 février au village Oboungou à 7 km d'Ewo. La direction de Bouygues Energies & Services Congo présente ses condoléances à la famille éprouvée. La direction de Bouygues E & S



## Appel d'offres

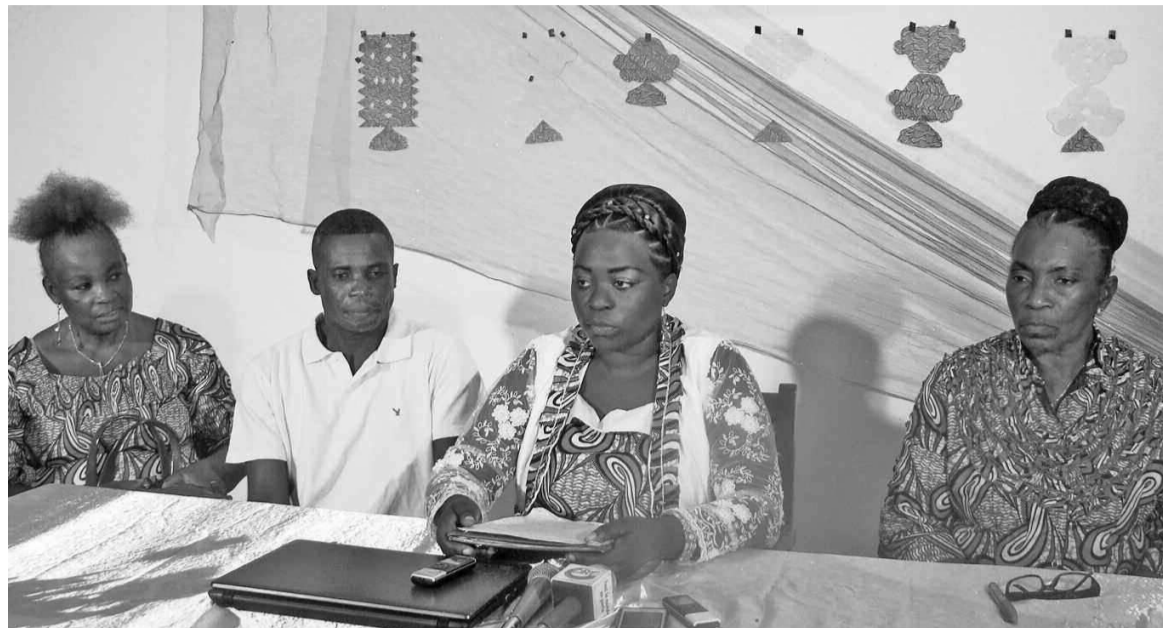
Cherche une personne dynamique, avec un bon esprit du travail pour être maître chien ayant une expérience avec des chiens, de préférence dressage des chiens.

**Appel : 05 651 41 10**

## PERSONNES HANDICAPÉES

### Un livre sur l'apprentissage de la langue des signes au Congo

L'initiative est de l'Organisation nationale des femmes devenues sourdes du Congo (Onafedsco) qui a fait sa sortie officielle la semaine dernière à Brazzaville. Cette association est présidée par Roseline Kibamba Ouenabio qui dirige un bureau national de sept membres.



Roseline Kibamba Ouenabio entourée des membres du bureau

Répondant à tous les problèmes non résolus par les associations de sourds actuellement existantes, l'Onafedsco entend mettre sur pied un dictionnaire en langue des signes français et américains afin de permettre aux malentendants et autres personnes ne connaissant pas la langue des signes, de communiquer. « Nous devons nous battre pour les enfants sourds en mettant à leur disposition un livre, un abécédaire pour apprendre la langue des signes comme Mamadou et Bineta. Le développement des sourds n'est pas en progression puisque nous n'avons pas accès à la communication facile, quand les informations arrivent nous ne les recevons pas ou parfois en retard », a expliqué la présidente de l'association, précisant que le but est de promouvoir l'alphabetisation et l'illettrisme. Selon Roseline Kibamba Ouenabio, lorsque le sourd est devant un livre, il le lit mais ne comprend pas

profondément parce qu'il est visuel, il lui faut des images ou l'expliquer. Ce livre va sauver les personnes sourdes recrutées dans la Fonction publique et toutes les autres personnes ne connaissant pas la langue des signes. Ayant pour devise « femmes ensemble pour réussir et gagner », cette structure n'est pas une association de plus, même si elle répond à tous les besoins que vivent toutes les personnes vivant avec handicap, à savoir la sécurité individuelle, professionnelle et sociale. Outre la création d'un dictionnaire en langue des signes, l'Onafedsco envisage d'organiser une exposition-vente d'objets de menuiserie moderne, d'objets d'art, de décoration d'intérieur, fabriqués par ses artisans, à l'occasion de la Journée internationale de la femme le 8 mars prochain. L'Onafedsco envisage également d'initier un atelier de relooking en couture, coiffure, esthétique et

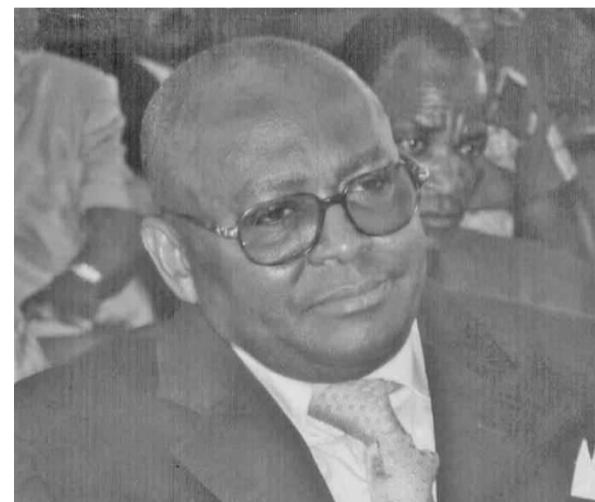
décoration événementielle. Les autres projets concernent notamment l'organisation d'un grand concours de couture, coiffure et esthétique avec un défilé de mode femme ronde, ainsi que la première édition de l'élection Miss sourde. À l'issue de la cérémonie de présentation des membres du bureau, une collecte de fonds a été réalisée pour permettre aux initiateurs de réaliser leurs projets. « Pour que les personnes handicapées accèdent à leur plein épanouissement, a rappelé Roseline Ouenabio, il faut provoquer positivement chacune d'elles pour son développement personnel, ce qui cause des difficultés dans la vie des personnes sourdes. » Rappelons que l'Onafedsco est une association mixte qui œuvre en réseau pour améliorer les conditions de vie des personnes vivant avec le handicap de la surdité.

**Parfait Wilfried Douniama**

## REMERCIEMENTS

M. Emile Donald Sombo, Mme Oukama née Yombo Margueritte et famille remercient infiniment le Bureau du Conseil départemental de la Cuvette-Ouest, les députés Serge Michel Odzocki et Thierry Hobié, le Trésor Public et la Direction départementale des impôts de la Sangha, les familles Oukama, Odouma, Molanda, Niamayoua ; ainsi que les veuves Masehou, Mouambéla et autres, pour le soutien moral, physique et financier qu'ils leur ont apporté, lors de la disparition de leur regretté frère, Jean-René MATAMAYA, le 27 janvier 2014, à Brazzaville.

Qu'ils trouvent ici l'expression de leur profonde gratitude. Que son âme repose en paix !



## NÉCROLOGIE

La direction de Bouygues Energies & Services Congo informe les amis et connaissances, que l'enterrement de l'agent Christian Adamkeby aura lieu le samedi 15 février 2014 selon le programme suivant :

- 9h : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville
  - 10h : l'oraison funèbre au domicile familiale
  - L'enterrement aura lieu au cimetière de Ma Campagne.
- La direction de Bouygues Energies & Services Congo présente ses condoléances à la famille éprouvée. La direction de Bouygues



## NÉCROLOGIE

Le colonel AKOUANGUE et famille expriment leur reconnaissance à l'endroit des parents, amis et connaissances, pour leur soutien multiforme, lors des funérailles de leur maman OTTE Marie Jeanne, décédée le 25 janvier 2014 au CHU de Brazzaville. Ils remercient par ailleurs, la légion de Marie des paroisses Saint Louis Grignon de Mont-fort de Brazzaville, Christ -roi d'Owando et les chorales notre Dame de victoire d'Owando, les piroguiers et Ofranans de Sainte-Anne et l'ensemble des prêtres qui les ont assistés durant cette dure épreuve. L'inhumation de maman OTTE Marie Jeanne a eu lieu à Ngoko le 02 février 2014 son village natal, après une messe de requiem dite en sa mémoire.



Le Seigneur a donné ;  
Le Seigneur a repris.  
Que l'âme de maman OTTE Marie Jeanne repose en paix.

## IN MEMORIAM

15 février 1995 – 15 février 2014, voici 19 ans que le Seigneur rappela à lui notre cher papa Richard Gouakamabe, ancien inspecteur principal des douanes. En cette date commémorative de sa disparition, les enfants Gouakamabe, prient toutes celles et ceux qui ont connu notre cher papa d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire. Papa nous ne t'oublieront jamais.



## AVIS DE RECRUTEMENT

### Gestionnaire de programme développement rural

Contrat à durée indéterminée précédé d'une période d'essai de 6 mois.  
Poste ouvert aux ressortissants des Etats ACP ou de l'Union européenne.

Missions principales, sous la supervision du chef de section « infrastructures et développement durable »

le gestionnaire de programme est chargé :

- d'élaborer et de mettre en œuvre, des projets, programmes et activités relevant de la coopération République du Congo – Union européenne dans les domaines suivants : développement rural y compris la filière sucre, eau et assainissement en milieu rural, aménagement du territoire et développement local.
- de contribuer aux exercices de programmation de l'aide de l'UE au Congo (dans les domaines de sa compétence).
- de contribuer au suivi, à la structuration et l'approfondissement du dialogue de politique sectorielle (dans les domaines de sa compétence)
- de contribuer à la rédaction des rapports réguliers de la délégation (dans les domaines de sa compétence)
- de contribuer à la coordination interne et externe

#### Profil:

- Formation universitaire ou équivalente de 4 ans au minimum, développement rural, gestion de l'eau et de l'assainissement, aménagement du territoire, développement local, économie du développement
- Expérience professionnelle minimale dans une fonction du niveau du diplôme: 2 ans
- Connaissance des principes et techniques

d'évaluation des programmes et projets  
-Connaissance des méthodes et techniques de suivi de projets

-Connaissance de la gestion des contrats  
-Excellente connaissance du français et bonne connaissance de l'anglais.

-Qualités personnelles: bonne capacité d'adaptation, sens élevé des relations humaines, respect de la déontologie, grande capacité de travail, capacité de coordination et de communication.

La fiche de poste complète et un modèle de CV standard peuvent être retirés à la délégation ou obtenues par courrier électronique (adresse ci-dessous).

Les candidatures doivent être composées de :

- 1 lettre de motivation en français,
- 1 curriculum vitae dûment rempli exclusivement selon modèle à retirer à la Délégation
- les noms et contacts de deux personnes de référence pouvant être consultées.

Les candidatures, sous pli fermé portant la mention "Candidature au poste vacant AL 208704 – Confidentiel" doivent être déposées à l'adresse suivante :

Monsieur Marcel van Opstal  
Ambassadeur, Chef de Délégation  
Délégation de l'Union Européenne en République du Congo  
Impasse Auxence Ickonga, Face Ambassade d'Italie  
B.P. : 2149 - E-mail : delegation-rep-of-congo@eeas.europa.eu

La date limite de réception des candidatures est fixée au 10 mars 2014

## REPUBLIQUE DU CONGO

### PROJET D'APPUI A LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE (PADE)

Cofinancement Congo/Banque Mondiale

Tél: [00 242] 05 513 60 43/06 668.24.31/ 05 568 87 06



## AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 001-MEFPPPI-PADE-CPM 2014 « Relatif au Recrutement d'un Cabinet de Consultants pour l'Appui au Guichet du Centre de Formalités des Entreprises (CFE) »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu, auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA), un crédit de cofinancement dans le cadre du Projet d'Appui à la Diversification de l'Economie (PADE), qu'accompagne le groupe de la Banque Mondiale. Dans le cadre de l'exécution dudit projet, l'Unité de Coordination du Projet a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Crédit pour financer les services relatifs au recrutement d'un Cabinet de Consultants pour l'Appui au Guichet du Centre de Formalités des Entreprises (CFE).

2. L'objectif de l'étude est de proposer un plan de renforcement des capacités managériales et institutionnelles du CFE afin d'améliorer la qualité des services et la simplification des procédures de création d'entreprise.

3. La mission durera six (06) mois.

4. L'Unité de Coordination du PADE invite les firmes intéressées à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans les conditions semblables etc.)

5. Sur cette base, un Cabinet d'étude sera sélectionné conformément aux Di-

rectives de la Banque Mondiale « Sélection et Emploi des consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de Janvier 2011. La méthode de sélection retenue est celle fondée sur les Qualifications des Consultants (QC).

6. Les Consultants intéressés doivent s'adresser à l'Unité de Coordination du PADE pour obtenir les informations complémentaires (TDRs notamment) relatives à cet avis au siège du projet sis 05 et 06, rue Isaac Locko, dans le secteur de Blanche Gomez ou par courrier électronique adressé à [pade.pacadec@yahoo.fr](mailto:pade.pacadec@yahoo.fr) les jours ouvrables de 08 h00 à 15h00.

7. Les manifestations d'intérêt doivent être rédigées en Français, portées la mention « Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Cabinet de Consultants pour l'Appui au Guichet du Centre de Formalités des Entreprises (CFE). » et déposées sous pli fermé à l'adresse ci-dessus citée au plus tard le Mercredi 05 Mars 2014.

Fait à Brazzaville, le 13 février 2014

Le Coordonnateur du PADE

Joseph MBOSSA



## Fonds des Nations Unies pour la Population Représentation en République du Congo

### AVIS DE VACANCE DE POSTE

**Vacance de poste :** N° FPA/COG/ 5598  
**Date limite de dépôt des dossiers :** 07 Mars 2014 à 16h00  
**Titre du poste :** Chargé de Programme Suivi/Evaluation  
**Type de contrat/Grade/Durée :** FT/ICS 9-NOB /un (1) an renouvelable dont trois mois probatoires  
**Lieu d'affectation :** Brazzaville avec possibilité de déplacement à l'intérieur du pays

Dans le cadre de la mise en œuvre de son 5e Programme de Coopération au Congo (2014 – 2018), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) cherche un Chargé de Suivi et Evaluation pour son Bureau de Brazzaville. Le poste est à pourvoir immédiatement, pour une durée initiale d'un (1) an, dont trois (3) mois probatoire.

L'UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la Population, est un organe de développement international qui œuvre en faveur du droit à la santé et de l'égalité des chances pour chaque femme, homme et enfant. L'UNFPA offre son appui aux pays pour utiliser les données de populations dans la formulation des politiques et des programmes visant à réduire la pauvreté et pour faire en sorte que toutes les grossesses soient désirées, que tous les accouchements soient sans danger, que tous les jeunes soient protégés du VIH et du SIDA et que toutes les filles et toutes les femmes soient traitées avec dignité et respect.

#### Description des tâches

Sous l'autorité du Représentant Résident, et par délégation, sous la supervision de l'Assistant Représentant, le/la Chargé(e) de Programme en Suivi/Evaluation, contribue de façon substantielle au suivi et à l'évaluation des activités techniques, institutionnelles et organisationnelles du programme-pays UNFPA. Il/elle contribue à la gestion des activités dans les domaines de Population et Développement, Santé de la Reproduction, des jeunes, Genre et Droits. Il/elle analyse et évalue les politiques, les tendances socio-économiques, et contribue à la formulation, l'évaluation des programmes conjoints et des cadres stratégiques et programmes de développement ; il/elle est chargé (e) d'appuyer le renforcement des activités de l'UNFPA dans le pays en veillant à l'intégration des interventions appuyées l'UNFPA, dans les stratégies de réduction de la pauvreté, les politiques et programmes de santé, de population et de développement, genre et droits humains. Il/elle joue le rôle de facilitateur dans le partage de connaissance et d'expériences et dans le domaine du suivi et évaluation des programmes et projets, à l'intérieur du bureau d'une part, et entre UNFPA et ses partenaires, d'autre part.

Le/la Chargé(e) de suivi et évaluation facilite le travail des consultants et Experts, ainsi que des Conseillers Régionaux et Conseillers Techniques principaux, il/elle collabore avec les partenaires du gouvernement, les agences multi et bilatérales, les agences du système des Nations Unies, la société civile, et les autres partenaires au développement, pour l'atteinte des objectifs de l'UNFPA ; en tant que membre à part entière de l'Equipe Programme de l'UNFPA, le/la Chargé(e) de Programme aura à accomplir les tâches suivantes :

1) Participer à la conception, à l'élaboration de la méthodologie et la planification des analyses de situation, du suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation du programme-pays, ainsi que de toutes les recherches pertinentes y afférentes ; faire la promotion de nouvelles méthodologies et de nouveaux outils de collecte de données, de suivi/évaluation des interventions, projets et programmes ;

2) Concevoir une méthodologie et des outils de collecte des données nécessaires à l'actualisation et au suivi de la mise en œuvre du plan de gestion du bureau (Office Management Plan) et à l'élaboration du rapport annuel du Bureau (COAR) ; contribuer à l'alimentation des bases de données de l'ensemble du programme d'assistance de l'UNFPA au Congo, et des autres unités de l'UNFPA ;

3) Concevoir et gérer une base de données intégrée de suivi/évaluation du programme ; produire, mettre à jour les tableaux de bord et rédiger les documents de synthèse pertinents qui mettent en exergue les indicateurs clés du programme en tenant compte des documents nationaux, internationaux, régionaux de référence (OMO, P NCIPD, NEP AD, DSRP) pour les rendre disponibles et accessibles aux parties prenantes du programme partenaires, structures de mises en œuvres et bénéficiaires ;

4) Contribuer à la préparation, à l'organisation, et participer aux réunions statutaires du Programme (trimestrielles, annuelles) ; coordonner le suivi de la mise en œuvre des recommandations émanant de toutes les réunions statutaires, les rapports d'activités, les missions, les évaluations, les recherches et les audits ; apprécier de façon systématique et objective l'atteinte des résultats ; participer aux visites de terrain et aux missions d'évaluation et préparer les contributions régulières aux rapports sur l'état d'avancement des interventions et des projets ; analyser les facteurs affectant l'atteinte des résultats, recommander des actions de correction et faire le suivi de ces recommandations

5) Faciliter le suivi par les autres chargés de programme des plans d'activités placés sous leur responsabilité ; rendre disponible des données cartographiées sur la réalisation du programme dans les zones d'intervention ; rendre disponibles des informations actualisées sur les consultants nationaux, les intervenants dans le domaine de populations et de développement, santé de la reproduction, genre, culture et droit ;

6) favoriser l'amélioration et l'harmonisation du contenu des outils de suivi/évaluation ; élaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités des équipes techniques du programme de l'UNFPA en suivi et évaluation ; promouvoir l'utilisation des outils et les approches de S&E auprès des agents de mise en œuvre (structures gouvernementales, ONGs, etc) partenaires du programme ;

7) Participer pour le compte du Bureau, aux réunions techniques préparatoires des grandes enquêtes (EDSC, ESP, etc.), aux recensements démographiques, et aux réunions de planification du programme statistique nécessaires pour la gestion du programme pays et la réactualisation de la base de données pour le développement dans le contexte de la réduction de la pauvreté

8) Participer activement au sein du Groupe Programme des Nations à la mise en œuvre des mécanismes de suivi et évaluation de l'UNDAF ; appuyer le programme de suivi et évaluation de l'UNDAF et des plans de travail conjoint de l'UNCT ; animer le groupe suivi et évaluation du système des Nations Unies

9) Accomplir toutes autres tâches que le superviseur jugera utile de lui confier.

#### Qualifications requises

- Etre titulaire au moins d'un diplôme (Bac + 5) en Statistiques, Sciences Sociales, Santé Publique, Médecine, ou tout autre domaine similaire ;
  - Avoir une expérience professionnelle de 5 ans au moins dans le domaine du suivi/évaluation ;
  - Avoir une bonne connaissance du contexte socio-culturel national ;
  - Avoir le sens du travail en équipe et la capacité à travailler sous pression dans un environnement multiculturel ;
  - La maîtrise des logiciels d'enquête épidémiologiques/statistiques (SPSS, EpiInfo) ou système d'informations géographique (MapInfo, ArcGIS, etc.) est un plus ;
  - Disposer d'une compétence parfaite des applications courantes de logiciels de bureau (Word, Excel, Power point... ) ;
  - Avoir une maîtrise du Français (oral et écrit) et une bonne capacité de travail en Anglais (niveau intermédiaire).
- Autres conditions

Nous recherchons les candidats qui ont :

- La capacité de conduire le plaidoyer et promouvoir une approche programme, axée sur les grandes orientations de politiques de développement, et de réduction de la pauvreté ;
- L'esprit d'initiative, le sens de l'innovation et du marketing des nouvelles approches et de nouvelles idées ;
- De bonnes aptitudes en relations publiques ;
- Une intégrité, un engagement et une aptitude à travailler en harmonie avec des personnes d'origines et de cultures diverses ;
- Les compétences pour la gestion des relations humaines, la communication et le développement des individus ;
- Une capacité de réflexion analytique et stratégique, et une capacité de gestion axée sur les résultats ;
- Un esprit structuré et une bonne capacité d'expression orale et écrite
- Une disposition à travailler sous pression.

Dossier de candidature

#### - Composition

- o Demande non manuscrite spécifiant trois (3) personnes de références ;
- o Curriculum vitae daté de moins d'un (1) mois et/ou formulaire P11 dûment rempli (envoi sur simple demande par email ou retrait au Siège UNFPA Congo) ;
- o Copies de diplômes, certificats, attestation des services rendus, etc. (Ne pas joindre les originaux) ;
- Lieu de dépôt : Bureau de l'UNFPA, rue Crampel (en face de la BDEAC). Vos dossiers seront adressés à UNFPA, sous pli fermé, à l'attention de :  
Madame la Représentante de l'UNFPA Congo  
Candidature n°FPA/COG/5598 «Chargé de Programme en Suivi et Evaluation»  
Rue Crampel (en face de la BDEAC) – BP 19012  
Brazzaville – République du Congo, Téléphone : (+242) 05 521 67 00  
(N.B : Nos Bureaux sont ouvert du lundi à vendredi de 08h à 16 h)  
Fait à Brazzaville, le 06 Février 2014

**Barabara LAURENCEAU**  
Représentant e Résidente de l'UNFPA au Congo



160.000  
FCFA HT



iPhone 3Gs

Offrez-lui bien plus  
qu'un je t'aime



Revendeur  
Agréé

01 990 0000  
Agence de Brazzaville  
Boulevard Sengou, Rigassou Centre-Ville  
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

## Saint-Valentin

Chers mélomanes, voici le retour de l'homme sur scène !

Djason Philosophe The Winner, Ovencedor, la moustiquaire imprégnée et l'orchestre Super Nkolo Mboka en show Saint-Valentin au dancing bar Solo Pendza, sur la rue Ndolo à Talangaï à 18heures 00.

Venez nombreux découvrir le nouveau style musical

«La Samba du Congo» (a samba do Congo).

**Production Koud Express.**

## OFFRES D'EMPLOI

Le cabinet NOBA, recherche pour le compte de son client, une société internationale spécialisée dans les BTP les profils ci-après :

GEOTECHNICIENS, TOPOGRAPHES, TECHNICIENS DE LABORATOIRE, METREURS ET INGENIEURS TERRASSIER

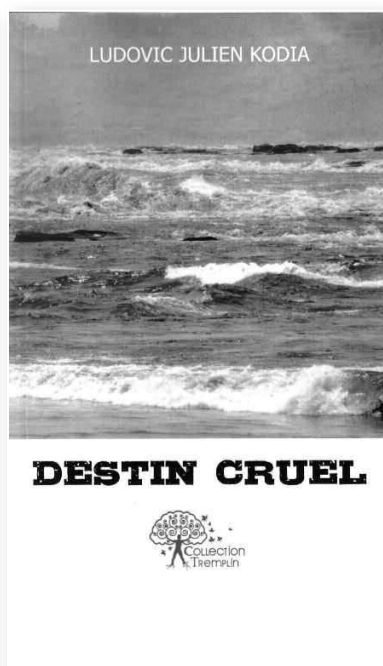
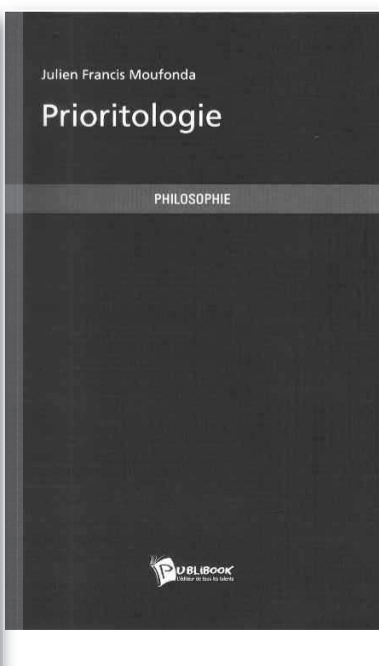
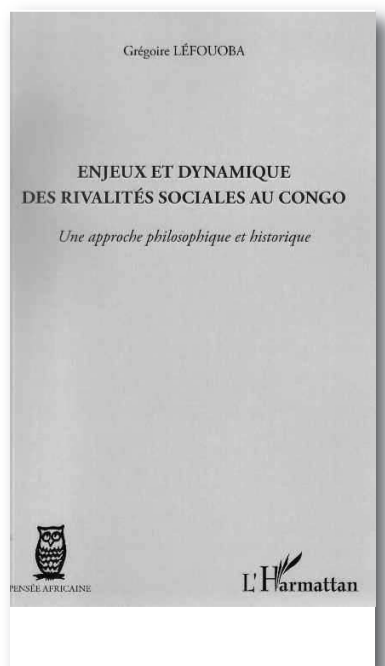
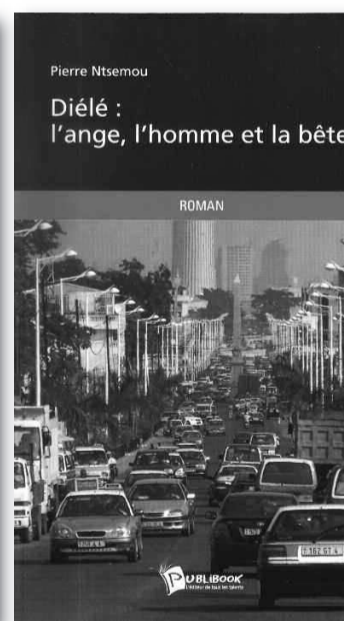
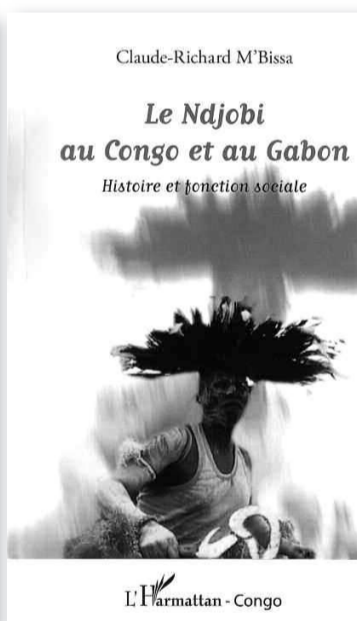
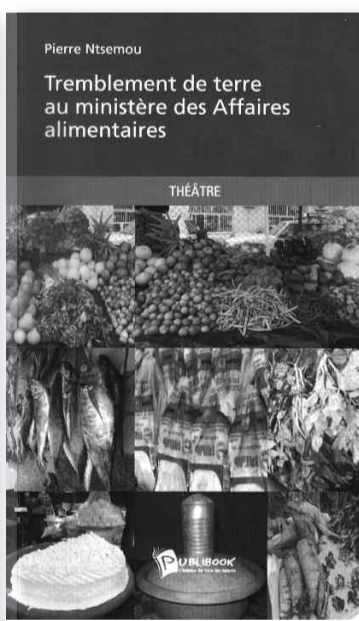
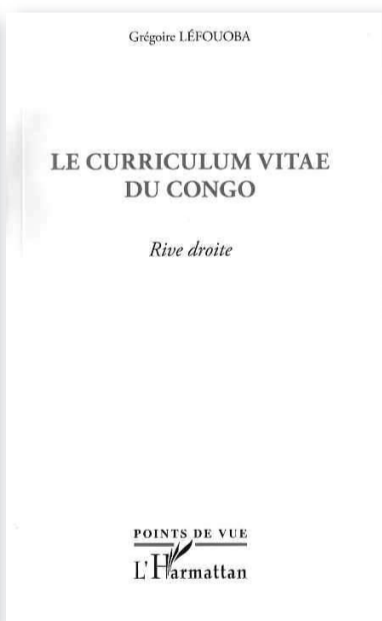
### EXIGENCE DES POSTES

Niveau d'étude: Bac+2/3, Technicien ingénieur, Ingénieur

### REFERENCES DES POSTES

- Localisation : Congo-Brazzaville
  - Date d'embauche : Dès que possible
  - Type de contrat : CDD 1 à 2 ans
  - Expérience : 3 ans minimum sur ces postes respectifs
- Transmettez votre CV par mail: [societe.noba@yahoo.com](mailto:societe.noba@yahoo.com)  
 Contact: (+242) 01 077 75 03  
[www.societenoba.com](http://www.societenoba.com)

## EN VENTE À LA LIBRAIRIE "LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE"





## VIH/SIDA

# Les médicaments antirétroviraux au cœur d'une nouvelle polémique

**Un important lot de médicaments antirétroviraux est arrivé à Brazzaville en début de semaine. Aussi ordinaire qu'elle peut paraître, l'information est plutôt capitale pour les personnes vivant avec le VIH même si elles affichent encore un doute. Depuis quelques jours, en effet, le bruit faisant état de la carence de certaines molécules dans le traitement de la maladie a semblé remettre la gestion des ARV sur la sellette.**

Il n'y aura plus de rupture des ARV dans le pays, clame-t-on au ministère de la santé où des dispositions sont prises depuis quelques mois pour améliorer la desserte en médicament antirétroviral. L'assurance du ministère viendrait, si l'on s'en tient aux discours tenus par la plupart d'experts, du renouvellement des accords avec le laboratoire Cipla, géant indien de fabrication des médicaments génériques, qui renoue avec le Congo dans la fourniture des ARV.

Les ruptures intempestives de médicaments ces dernières années seraient provoquées, souligne-t-on, entre autres, par le désaccord entre le Congo et le laboratoire indien qui revendiquait une importante dette d'environ 800 millions de FCFA auprès de l'Etat congolais. Durant ces dernières années, les commandes des médicaments ARV passaient ainsi par plusieurs intermédiaires, avec, au bout, plusieurs conséquences dont la surenchère entreprise par des sociétés relais et surtout des acquisitions en ARV non coordonnées.

La situation connaît désormais une solution, assure le Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS). « Les accords avec Cipla ont été renouvelés grâce à la détermination du ministre François Ibovi », explique le Dr Dzabatou-Babeaux, médecin Chef au PLNS. Depuis quelques jours, un stock de médicaments ARV est arrivé à Brazzaville. Même si la quantité de la



Un patient prenant des ARV

commande n'est pas dévoilée, les experts du ministère de la santé rassurent que désormais on ne parlera plus de rupture.

## Une annonce que redoutent les PVVIH

La vision est heureuse. Mais l'information lève-t-elle le voile sur la mélancolie des Personnes vivant avec le VIH, qui alertent chaque jour sur l'absence de telle ou telle molécule dans la prise de leur trithérapie ? A priori non. Cela fait trois ans qu'ils vivent les ruptures de médicaments achetés gratuitement par l'Etat grâce à une enveloppe annuelle de plus de 3 milliards de FCFA. Quand bien même l'on annonce l'arrivée des stocks, les malades, très souvent évoquent des ruptures, si ce n'est pas une ou deux molécules qui deviennent rares.

Ces derniers jours, explique Thierry Maba, membre actif du Réseau National des personnes vivant avec le VIH (RNAPC), des malades vivent la rupture des médicaments, de certaines molécules notamment. À Pointe-Noire, selon des sources ayant requis l'anonymat, des médecins dans un hôpital auraient de-

mandé aux femmes positives d'arrêter d'allaiter leur bébé, car le déséquilibre constaté dans leur traitement du VIH en raison de l'absence de certaines molécules pouvait contaminer les enfants. « Le traitement complet fait trois molécules. C'est une trithérapie. Quand il manque déjà une molécule, ce n'est plus le traitement », souligne-t-il. Des cas de décès causés par cette situation ont été également enregistrés. Réservé, Thierry n'a pas voulu en dire plus sur le nombre de décès enregistré par le Renapc.

Une situation qui confirmerait, une fois de plus, pour les PVVIH, des failles dans la gestion des ARV. Mauvaise gestion dans la chaîne de distribution ou rupture de médicaments, le PNLS note plutôt des dysfonctionnements dans la gestion des stocks dans certaines structures. « Il y a le médicament. Mais très souvent les structures attendent l'épuisement total de leur stock pour passer des commandes. Entre la commande et la livraison, il peut y avoir manqué d'un produit. », réplique le Dr Dzabatou-Babeaux. « Nous poursuivrons des formations en ce sens. Mais il ne faudrait pas qu'on exploite cette situation pour en faire un problème politique », complète-t-il.

## Des réformes pour améliorer la gestion des ARV

La reprise du contrat avec le laboratoire Cipla pourrait améliorer la desserte en ARV, surtout si les mécanismes de gestion sur toute la chaîne de distribution sont réformés.

Le ministère de la santé a d'ailleurs annoncé la création d'une Direction Générale du médicament, de la pharmacie et des laboratoires. Elle s'occuperait, entre autres, des normes de fabrication, de conditionnement, de vente et de stockage du médicament. A côté de cela, bien que

l'information fasse débat, le département annonce également la création d'une nouvelle centrale d'achat qui naitrait sur les cendres de l'actuel Comeg (La Congolaise des Médicaments Essentiels et Génériques).

La Comeg, selon le ministère de la santé, ne rendrait plus efficacement ses missions. En raison de son statut quelque peu « spécial », elle serait également responsable des situations de mauvaises gestions des ARV tant décriés. À en croire quelques propos entendus, certains produits de la Comeg seraient illicitement vendus en RDC. Des personnalités atteintes de la maladie qui refusent de se montrer dans des structures de santé se seraient par ailleurs inégalement servis à la Comeg. La liste des griefs est longue, sans compter le refus de la structure de tenir informés dans ses rapports les structures du ministère de la santé mandatées à cet effet. « Elle a embrassé trop d'argent et il y a eu la création de réseaux », a-t-on attendu.

Pour renforcer les capacités du PNLS à gérer la réponse nationale au VIH/Sida, une légère augmentation du budget de la structure est constatée cette année. Mais, pour que le programme agisse efficacement en faveur de la lutte contre la maladie, il espère un budget annuel d'environ 800 millions de FCFA à côté de ses quelques 200 millions de FCFA qu'il reçoit encore. Les difficultés énormes qu'elle rencontre pour l'heure, comme l'absence de véhicules, peuvent freiner les opérations en faveur de la lutte contre la maladie.

## « Il n'y a pas de lutte contre le VIH sans les PVVIH »

Réformer c'est bien, mais pas sans les PVVIH. Selon le RENAPC, un flou total régnerait dans le dossier ARV au Congo. Le fait déjà de considérer les PVVIH comme « personnes gè-

nantes » et sans les associer dans la gestion des ARV indiquerait l'absence de clarté dans l'affaire. « Parce que si le travail était bien fait, on nous associerait. C'est parce qu'il y a un problème qu'on ne peut pas nous associer. Dans la lutte contre le VIH, faire des choses pour les PVVIH sans ces derniers c'est faire contre eux », déclare Thierry Maba qui refuse toute manipulation à propos. Pour lui, une PVVIH n'a rien à gagner en alertant sur le manque de médicament surtout que c'est gratuit. Le réseau se pose évidemment la question de savoir pourquoi le ministère de la santé ne publierait-il pas la quantité des produits reçus et les mécanismes de distribution. « Les médicaments sont arrivés mais qui a vu ces produits ? Parfois on nous montre deux ou trois cartons à la télé pour démontrer qu'il y a des produits suffisants. Quelques jours après, un ou deux produits sans introuvables », commente une PVVIH rencontrée au Centre de Traitement Ambulatoire du CHU. « Si aujourd'hui vous avez le Trivada en quantité suffisante, demain c'est un autre produit qui disparaît », ajoute un autre. À en croire les PVVIH, la Comeg jouerait mieux son rôle en toute clarté. La récente visite dans les entrepôts de la structure, à Mpila, a permis de constater la présence d'un stock de médicament fournis par le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Ces produits, à en croire le RENAPC, ne seraient destinés qu'à 6.000 patients alors que 18.000 malades sont sous ARV. « Le stock de la Comeg est connu, mais pas celle du ministère de la santé. C'est là où nous posons le problème de clarté », souligne-t-on chez les PVVIH.

« C'est depuis 2011 que la Comeg ne touche pas à l'argent de l'Etat. C'est depuis qu'elle ne distribue plus les médicaments qu'il y a un problème dans ce pays. Dire que la Comeg ne travaille pas bien, je doute de cela », déclare Thierry Maba.

Faut-il croire à la détermination actuelle du ministère de la santé à vouloir offrir des réformes ? Si cette année le budget de la coordination au niveau du PNLS a été réévalué, cela augure sans doute de bonnes intentions dans ce dossier. Selon le PNLS, la gratuité des opérations de suivi biologique est désormais opérationnelle. « La situation a été débloquée », relève-t-on. Reste toutefois à créer une ambiance de confiance mutuelle entre les structures de lutte contre la maladie et les PVVIH dont le stress lié parfois à l'absence de produit peu créer des remous.

Quentin Loubou

## IN MEMORIAM



14 février 2012-14 février 2014, Voici deux ans que Georgette MEDJA, dit MEDIA petit piment, journaliste à Télé Pointe-Noire nous a quittés. Ida NTSIBA, agent "Les Dépêches de Brazzaville", Maman Marie Yvette KERA, Edgard BAKA, Blanche SEMET, Nathalie SEMET et enfants invitent tous ceux qui l'on connue et aimée d'être en union de prière avec eux pour son âme.

## SÉCURITÉ EN AFRIQUE

# Un rapport recommande de porter une grande attention à la prévention des conflits

« Envisagez des mesures de sécurité en Afrique », le dernier rapport sur les questions de paix et de sécurité en Afrique, rendu public le 12 février par Think Security Africa (TSA), évoque la nécessité de faire face aux conflits armés et autres en s'attaquant à leurs causes profondes.

Dans cette étude, les auteurs avancent que la reprise des initiatives de paix dans plusieurs pays suscite des préoccupations quant à la montée brutale des conflits civils et l'augmentation consécutive des transferts inconstitutionnels du pouvoir, des incidents qui ont doublé entre 2011 et 2013. Elle évalue l'évolution de la situation en matière de sécurité dans cette période tout

en s'appuyant sur des cartes, des graphiques et d'autres supports visuels et propose une approche nuancée de la sécurité sur la scène africaine contemporaine. Le texte accorde une attention particulière aux incidents ayant des traits avec le conflit national ou sous-national, l'insécurité transfrontalière, la sécession ou le coup d'État. S'y ajoutent d'autres problèmes relevant de l'instabilité politique, du terrorisme, de l'insécurité maritime ainsi que des protestations et des grèves dans tout le pays. « Ce sont des problèmes quotidiens qui entraînent les conflits les plus importants en Afrique, et nous devons vraiment commencer à utiliser ces informations qui nous permettront d'empêcher

une dangereuse escalade de la violence. On ne peut pas laisser la situation qui prévaut actuellement en RCA se reproduire dans d'autres régions et ce rapport propose à cet effet quatre possibilités de réponses », affirme Adunola Abiola, fondatrice de Think Security Africa. Et d'ajouter : « Si l'on veut renforcer la sécurité en Afrique, nous devons d'abord mieux la comprendre. Ce rapport a pour but de rendre plus tangibles les questions souvent confuses et comportant un caractère fortement émotionnel. »

Le rapport établit un lien entre la tendance à la hausse d'un coup d'État prévu et réel et la guerre civile en Afrique. Il explore également le lien existant

entre l'insécurité transfrontalière et les conflits d'intensités différentes. Parmi les conclusions les plus pertinentes de cette étude en matière de stratégie politique, l'étude révèle que la forme de violence la plus grave se produit le plus souvent lorsque les États sont confrontés à des difficultés ayant des rapports avec les trois aspects suivants en même temps : la chaîne de commandement national, la gestion de la société, et la préservation de l'intégrité territoriale.

Signalons que Think Security Africa (TSA) est un groupe de réflexion indépendant spécialisé dans les questions liées à la sécurité en Afrique. Pendant plus de quatre ans, TSA a communi-

qué des renseignements sur des questions africaines ayant des incidences aux niveaux régional, national et mondial. La mission principale de TSA est de favoriser la compréhension des questions liées à la sécurité en Afrique et d'entreprendre des activités de recherche objectives sur les causes et les solutions possibles à ces questions d'insécurité dans toute l'Afrique. Compte tenu de l'importance de ces études, les ressources du groupe sont souvent utilisées par les organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux, les journalistes et les entreprises pour les aider dans leurs missions dans le continent africain.

Nestor N'Gampoula

## SOLUTIONS FOR AFRICA - SOCIÉTÉ DE FORAGE DE PUITTS D'EAU

- MATÉRIEL DE FORAGE : disponible en stock

- POMPE IMMERGÉE.

- POMPE SOLAIRE.

- POMPE MANUELLE.

- RESERVOIR D'EAU EN GRANDES CAPACITÉS.

- TUYAU PVC HAUTE PRESSION

- PRODUITS CHIMIQUES.

- PRODUITS A BOUE

- EQUIPEMENT COMPLET DE PURIFICATION D'EAU

- RESERVOIR DE GRANDES CAPACITÉS

- ETC....

E-mail : [dhiren@solution4africa.com](mailto:dhiren@solution4africa.com)

[rdhirenr@gmail.com](mailto:rdhirenr@gmail.com)

Web site : [WWW.solution4africa.com](http://WWW.solution4africa.com)

contact : +243 810 785 676

ADRESSE :  
88, AV. Colonel Ebeya, C/Gombe  
Kinshasa/R.D.Congo

**AMC Telecom**  
**VIVA NET**

Installez Internet + un routeur Wifi à  
**123.000 FCFA**  
et gagnez 1 mois gratuit  
de connexion Haut Débit de **512 Kb/s**

Brazzaville : Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville  
Pointe-Noire : Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), République du Congo  
Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81/ 01 888 81 81  
Courriel : [support@amc-telecom.com](mailto:support@amc-telecom.com) - Web : [www.amc-telecom.com](http://www.amc-telecom.com)

## CENTRAFRIQUE

## Amnesty International dénonce « un nettoyage ethnique et les violences interreligieuses »

Dans un rapport rendu public le 12 février, Amnesty International, une ONG de défense des droits de l'homme, appelle la communauté internationale à tout mettre œuvre pour empêcher les nombreux massacres attribués aux anti-balaka qui se poursuivent dans le pays.

« Les soldats de la force internationale de maintien de la paix n'ont pas réussi à empêcher le nettoyage ethnique des civils musulmans dans l'ouest de la République centrafricaine », écrit Amnesty International. L'ONG souligne qu'« afin de protéger les communautés musulmanes encore présentes dans le pays, les soldats de la paix doivent faire barrage au contrôle des milices anti-balaka et déployer des troupes en nombre suffisant dans les villes où les musulmans sont menacés ».

Selon l'ONG, la situation en Centrafrique, et particulièrement dans la ville de Bangui, ne s'est pas améliorée du fait de la « réponse trop timorée de la communauté internationale », qui a échoué à prévenir la violence et à y mettre un terme.

« Les forces armées chargées de la protection des civils ont hésité à affronter les milices anti-balaka. Elles ont par ailleurs autorisé le déferlement de violence, car elles n'ont pas cherché à combler le vide du pouvoir suscité par le départ des ex-Seleka », affirme le rapport.

« Les troupes internationales de maintien de la paix n'ont pas réussi à stopper la violence. Elles y ont consenti dans certains cas, en laissant les milices anti-balaka remplir au niveau du pouvoir le vide créé par le départ de la Séléka », a déclaré Donatella Rovera, conseillère d'Amnesty International pour les situations de crise. Selon Amnesty International, toute la communauté musulmane déserte les villes et villages du pays pour « échapper à la fo-

lie meurtrière des anti-balaka ». « L'urgence de la situation exige une réponse immédiate, a déclaré Joanne Mariner, conseillère d'Amnesty International pour les situations de crise. Il est temps que l'opération de maintien de la paix en République centrafricaine protège la population civile, se déploie dans les zones à risques et stoppe cet exode massif ».

Même après le départ de Michel Djotodia, les groupes de l'alliance Séléka, qui l'avait conduit à prendre le pouvoir par les armes, ont poursuivi leurs attaques violentes contre les civils chrétiens et leurs biens. Des membres armés de communautés musulmanes, agissant aux côtés de la Séléka, se sont également livrés à des attaques de grande ampleur contre des civils chrétiens.

L'inquiétude de la communauté internationale face aux violences en Centrafrique avait amené le Conseil de sécurité de l'ONU à autoriser, en décembre 2013, le déploiement des forces de maintien de la paix dans le pays. Ces forces, composées de 5 500 soldats de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca), sous mandat de l'Union africaine, et de 1 600 soldats français, de l'opération « Sangaris », se trouvent à Bangui et dans plusieurs villes au nord et au sud-ouest de la capitale. La violence, la haine et l'instabilité en Centrafrique sont une conséquence directe de la crise qui a débuté en décembre 2012, lorsque la Séléka, très majoritairement musulmane, a lancé une offensive armée qui s'est terminée par la prise du pouvoir en mars 2013. À la tête du pays pendant près de dix mois, les forces de la Séléka ont commis des massacres, des exécutions extrajudiciaires, des viols, des actes de torture et des pillages, et ont incendié et détruit de nombreux villages chrétiens.

Nestor N'Gampoula

## SOUDAN-SOUDAN DU SUD

## L'Union africaine envoie des experts pour la délimitation des frontières entre les deux pays

Après un séjour à Juba (Soudan du Sud), une délégation d'experts nommés par l'Union africaine et dirigée par le général Zabron Macili se trouve à Khartoum (Soudan) depuis le 11 février pour négocier l'exécution de la procédure de délimitation des 20% restants de la frontière entre les deux pays.

Selon le ministre soudanais auprès de la présidence de la République, Haroun Alrashid, la délégation va finaliser la délimitation de la partie frontalière restante. « Nous sommes engagés à résoudre

les différends frontaliers sur les cinq zones contestées par les deux pays », a-t-il déclaré, ajoutant que le Soudan respecterait la résolution finale arrêtée par les experts africains.

Les deux pays se seraient promis de fournir toute l'assistance technique et logistique nécessaire pour le bon déroulement des travaux des experts. Juba et Khartoum ont ouvert leur frontière commune suite à l'éclatement des violences dans le sud en décembre dernier.

Noël Ndong

## Un militaire décédé à Bangui

Le sergent-chef Wilfrand Condorcet Mouké est décédé le 4 février des suites d'une courte maladie à Bangui, en République centrafricaine, alors qu'il était en mission de service dans le cadre de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca).



Les deux ministres se recueillant devant la dépouille mortelle. (© DR)

La Force publique lui a rendu un ultime adieu le 12 février à la caserne militaire du groupement para-commando de Brazzaville, en présence du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, et de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo.

Dans l'oraison funèbre lue par le chef d'état-major de la base aérienne 03/20 de Makoua, le colonel Séraphin Kangala, la disponibilité du sergent-chef a été soulignée, même dans les moments les plus difficiles.

« Tu étais pour nous un modèle de politesse et de gentillesse dans la sagesse ; un modèle d'honnêteté et d'amabilité

dans la disponibilité ; un modèle d'intelligence et de patience dans la conscience ; un modèle de courage sans ambages dans l'apanage du fusilier », a notamment témoigné Séraphin Kangala.

Le sergent-chef Wilfrand Condorcet Mouké est né le 15 mai 1977 à Brazzaville. Après l'obtention d'un Brevet d'études du premier cycle au CEG Antoine-Bantou de Pointe-Noire, il a souscrit son engagement volontaire dans les Forces armées congolaises le 2 janvier 1998 à Brazzaville. À l'issue de la formation commune de base, il est affecté la même année au groupement de reconnaissance (GDR) de

Brazzaville. Il a servi successivement à la direction centrale de reconnaissance militaire avant d'être muté à la Compagnie des fusiliers commandos Air de la base aérienne 03/20 de Makoua. « Désigné pour effectuer une mission de paix en République centrafricaine en 2013, le sergent-chef Wilfrand Condorcet Mouké nous a quittés le 4 février 2014 à 11 heures à l'infirmerie de Bangui », a rappelé Séraphin Kangala.

Le sergent-chef Wilfrand Condorcet Mouké laisse deux enfants. Il repose désormais pour l'éternité au cimetière du centre-ville de Brazzaville.

Tiras Andang

## LES BRÈVES DU MONDE

## Algérie : deuil national de trois jours après le crash d'un avion militaire

Un deuil national de trois jours a débuté mercredi en Algérie après le crash d'un avion militaire, le 22 février, qui a fait 77 morts dans l'est du pays. Un seul passager a survécu. C'est l'une des pires catastrophes aériennes en Algérie. « Le crash a fait 77 victimes et un rescapé, grièvement blessé, a été transféré à l'hôpital militaire régional de Constantine », a indiqué le ministère algérien de la Défense dans un communiqué. Le survivant, souffrant d'un traumatisme crânien, a été découvert par la protection civile. L'avion transportait 74 passagers et quatre membres d'équipage. Selon un bilan de la protection civile, 76 corps, dont ceux de quatre femmes, avaient été récupérés par les secouristes en début de soirée. L'avion, un Hercules C-130, qui assurait la liaison entre la préfecture de Tamanrasset (2 000 km au sud d'Alger) et Constantine (450 km à l'est d'Alger), transportait des militaires leurs familles. L'appareil s'est écrasé alors qu'il survolait le mont Fortas, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi (500 km à l'est d'Alger), vers 12 h, heure locale.

## Centrafrique : la présidente de transition et le ministre français de la Défense s'opposent à la partition du pays

En visite en Centrafrique mercredi 12 février, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, s'est rendu avec la présidente cen-

trafricaine de transition, Catherine Samba-Panza, à Mbaiki, à 80 km au sud-ouest de Bangui. Une localité où il ne reste qu'une dizaine de musulmans, deux à trois mille ayant fui par la route la semaine dernière. « Personne n'acceptera quelque partition que ce soit. Il faut absolument l'empêcher », a déclaré le ministre français. De son côté, Catherine Samba-Panza a fait état de sa « ferme volonté de ne pas céder un seul pouce du territoire centrafricain qui a toujours été uni et laïc ».

Espagne : la Cour suprême lance un mandat d'arrêt contre l'ancien président chinois Jiang Zemin. Suite à la demande d'associations de défense des droits de l'homme, Ismael Moreno, juge de la plus haute cour espagnole, a lancé lundi un mandat d'arrêt international pour « génocide » au Tibet contre l'ancien président chinois Jiang Zemin. Le mandat - que doit relayer Interpol - vise aussi l'ancien Premier ministre Li Peng et trois autres anciens hauts fonctionnaires chinois. Le magistrat suit le principe de justice universelle en vertu duquel les crimes contre l'humanité peuvent être poursuivis sans tenir compte des frontières nationales. « Jiang exerçait une autorité de contrôle sur un peuple qui a directement commis ces abus et cela le rend responsable des actes de torture et d'autres violations majeures des droits de l'homme commises par ses subordonnés contre le peuple tibétain », affirme le juge Moreno dans son arrêt.

T.A.

## HYDROCARBURES

## La SNPC Distribution ouvre une nouvelle station-service à Léfini

La station-service de Mbouambé Léfini, village situé à 200 km de Brazzaville, sur la route nationale n°2, a été mise en service le 4 février, au cours d'une cérémonie solennelle présidée par le Directeur commercial de la SNPC Distribution, Teddy Cristel Sassou N'Guesso, en présence des cadres et agents de cette structure, ainsi que des responsables du village et des populations en liesse.

Les temps forts de cette station ont été la présentation technique de l'édifice faite par le Directeur de l'Exploitation de la SNPC Distribution, Wulfran BOUYA ; une double cérémonie rituelle par les notables du village ; la coupure du ruban symbolique par le Directeur commercial, suivi d'un cocktail sur place. La station-service de Léfini est construite selon les règles de l'art, au bord

de la route, sur une superficie totale de 1300 m<sup>2</sup>.

Les travaux ont consisté, vu son emplacement géographique stratégique, à agrandir de façon significative sa capacité initiale de stockage. Celle-ci est passée de 25 m<sup>3</sup> (10m<sup>3</sup> gasoil, 10m<sup>3</sup> super et 5m<sup>3</sup> pétrole) à 85 m<sup>3</sup> à raison de 40m<sup>3</sup>, 30m<sup>3</sup> et 15m<sup>3</sup> respectivement pour le gasoil, le super et le pétrole. Cette capacité de stockage procure à la station-service Mbouambé-Léfini une certaine autonomie digne des stations implantées dans les grandes villes comme Brazzaville ou Pointe Noire. La station-service Mbouambé-Léfini est dotée, en outre, de trois pompes, toutes issues des technologies de dernière génération : une pompe pour le super, une pour le gasoil et une autre pour le pétrole avec un manifold de Distribution pour une régulation efficace entre les cuves et les pompes de distribution. Les pompes de distribution gasoil affichent un débit de 5m<sup>3</sup>/heure (contre 3m<sup>3</sup>/heure initialement). Ceci favorise le service express aux usagers.

Pour permettre aux clients une meilleure visibilité de la station, il est érigé un totem de dernière génération. Cette stèle archi-moderne aux couleurs de la SNPC pèse deux tonnes. Elle affiche numériquement, non seulement le logo de la SNPC Distribution mais aussi les trois prix associés aux trois produits pétroliers à savoir : 595 FCFA, 475 FCFA et 320 FCFA respectivement pour le super, le gasoil et le pétrole.

L'éclairage du totem est entièrement en led, de nuit comme de jour. Il y jaillit une lumière tamisée, très agréable qui permet aux usagers d'identifier facilement la station.

De même, il est construit une boutique moderne, dans laquelle seront vendus des produits dérivés, des boissons fraîches et



Vu de la station

chaudes, ainsi que plusieurs autres articles alimentaires pour les usagers de la station et les populations de locales. La construction de cette boutique répond à la feuille de route de la SNPC distribution de 2014, qui prévoit d'achalander toutes les boutiques.

Dans cadre de ces nouvelles missions, de son expansion en phase avec le développement durable, qui consistent aussi à alimenter le pays en gaz butane, la SNPC distribution a prévu, au sein de cette station, des racks à gaz, où sera stockée une importante quantité de bouteilles.

Cependant, pour prévenir les incendies, un pare-foudre et un dispositif anti incendie ont été mis en place.

Pour symboliser la mise en service officielle de cette station, le Directeur commercial de la SNPC Distribution, Teddy Cristel Sassou N'Guesso a procédé au remplissage du réservoir d'un véhicule témoin ainsi qu'à l'ouverture des ventes.

Peu après l'ouverture officielle de la station, les usagers ont afflué sur le site, dans la plus grande satisfaction.

Plusieurs autres stations-services SNPC Distribution seront ouvertes progressivement sur l'ensemble du pays.

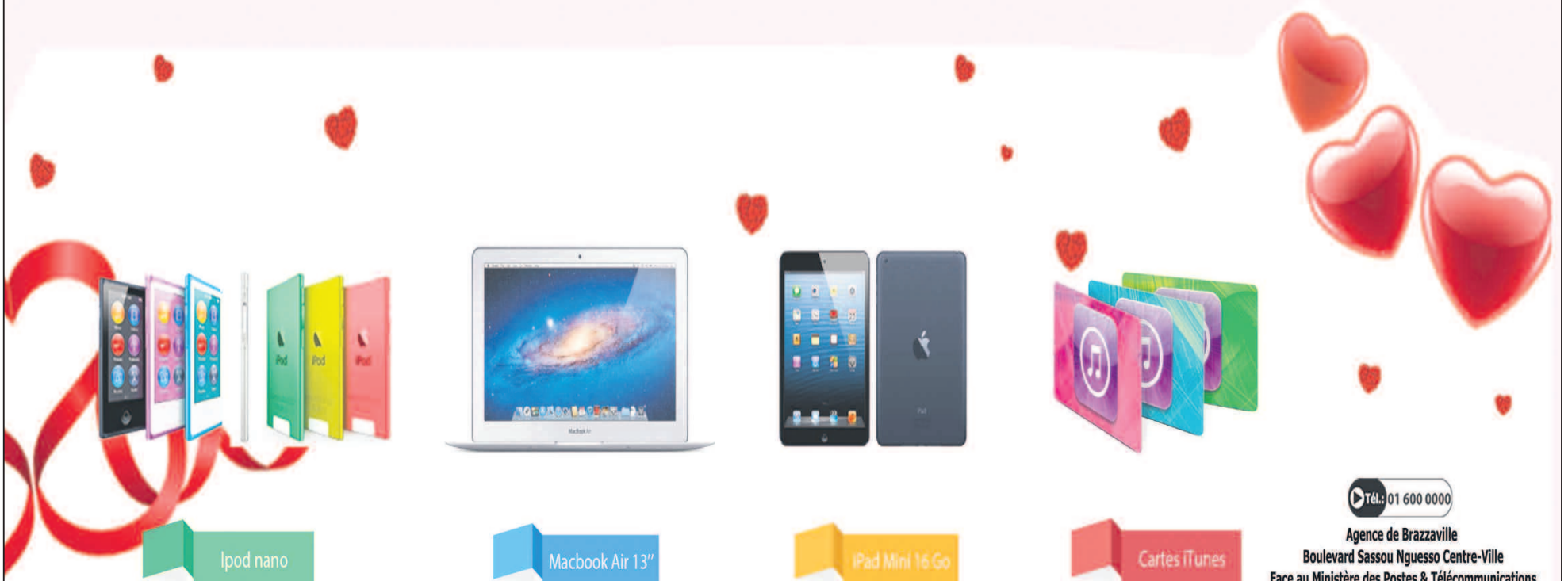






## Idée cadeaux pour la Saint Valentin

# Store OFIS



## Revendeur Agréé



Tél. 01 600 0000

Agence de Brazzaville  
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville  
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

## DIPLOMATIE

## L'ambassadeur de Chine au Congo satisfait de la coopération sino-congolaise

La République du Congo et la Chine célébreront le 22 février, le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux États. En prélude à cet événement, l'ambassadeur de la République populaire de Chine au Congo, Guan Jian, a animé une conférence de presse le jeudi 13 février à Brazzaville, au cours de laquelle il s'est réjoui des liens d'amitié qui existent entre les deux pays.

L'ambassadeur de Chine au Congo a rappelé que son pays et le Congo avaient officiellement établi leurs relations diplomatiques le 22 février 1964. Depuis lors, a-t-il poursuivi, les deux pays ont mené une coopération pragmatique et fructueuse dans les domaines économique, culturel, éducatif, sanitaire, médiatique, de la jeunesse et des femmes. « Depuis 50 ans, grâce à la haute importance et à la sollicitude accordées par leurs dirigeants, les deux pays voient leurs relations politiques avancer chaque jour davantage, leurs échanges dans tous les domaines se multiplier avec dynamisme, et l'amitié entre les deux peuples s'approfondir sans cesse. La coopération sino-congolaise est en train de devenir un modèle de coopération Sud-Sud », a déclaré Guan Jian. S'appuyant sur le domaine politique, le diplomate chinois a ajouté que la confiance politique entre le Congo et la Chine se renforce de jour en jour et que les échanges de haut niveau se multiplient. Dans ce domaine, a-t-il rappelé, le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, a effectué des visites d'État en Chine successivement en 2000 et 2005. Du côté de la Chine, a poursuivi Guan Jian, le président chinois Xi Jinping a ef-



Les journalistes présents à la conférence de presse.

fectué une visite d'État au Congo en mars 2013. « L'An 2014 marque le cinquantenaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Congo, durant laquelle, sur invitation du président chinois Xi Jinping, le président congolais Denis Sassou N'Guesso va effectuer une visite d'État en Chine. Je suis profondément convaincu que cette visite va promouvoir davantage le développement des relations d'amitié et de coopération entre nos deux États », a souligné l'ambassadeur de Chine au Congo.

Guan Jian s'est également réjoui des relations économiques qui existent entre son pays et le Congo. « Dans le domaine économique, nos deux parties mènent activement une coopération pragmatique de bénéfices réciproques. Depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle, la coopération sino-congolaise connaît un développement très rapide. Le

Congo-Brazzaville est devenu un partenaire économique et commercial très important de la Chine dans la région de l'Afrique centrale. Selon les statistiques de la Douane chinoise, le volume global des échanges commerciaux bilatéraux de 2012 a atteint 5,8 milliards de dollars américains; ce chiffre est 17 fois plus que celui de 2002 qui était de 290 millions de dollars américains », a-t-il soutenu.

Par ailleurs, Guan Jian a cité quelques projets qui ont été réalisés sous forme d'aides économiques. Pour la partie chinoise, le diplomate a parlé entre autres réalisations, du Palais des congrès à Brazzaville, la Grande bibliothèque universitaire de l'Université Marien-Ngouabi, le Centre de démonstration des techniques agricoles de Kombé, l'Hôpital d'amitié sino-congolaise de M'Filo, le stade Alphonse-Massamba Débat, l'académie militaire Ma-

rien-Ngouabi, le barrage de Moukoulou et le nouvel aéroport international Maya-Maya. Du côté congolais, l'ambassadeur chinois a informé que le gouvernement congolais avait construit l'École d'amitié sino-congolaise Denis-Sassou-N'Guesso à Yushu, dans la province chinoise de Qinghai, une région qui a été secouée par un séisme de grande envergure.

Le diplomate Guan Jian a aussi annoncé que son pays et le Congo entretiennent de très bons rapports culturels. Ceux-ci, a-t-il soutenu, s'expliquent par de nombreux échanges entre les troupes artistiques des deux États. Le Congo et la Chine entretiennent également de bonnes relations dans le domaine éducatif. Guan Jian a informé que de nombreux étudiants congolais choisissent la Chine pour poursuivre leurs études supérieures. « Selon les statistiques, chaque année, presque

100 étudiants congolais s'inscrivent aux différentes universités chinoises », a déclaré l'ambassadeur. Et de rappeler l'installation depuis 2012, de l'Institut Confucius à l'Université Marien-Ngouabi qui aide bon nombre de Congolais à apprendre la langue et la culture chinoise.

L'ambassadeur de Chine au Congo souhaite la réussite des festivités marquant le cinquantenaire de l'amitié sino-congolaise. Afin de permettre aux deux États de se remémorer leur passé commun, Guan Jian a annoncé qu'une exposition de photos d'archives sur les relations sino-congolaises sera organisée au Palais des congrès le 22 février prochain. Pendant les festivités du cinquantenaire, l'ambassade de Chine au Congo publiera aussi un album de photos commémoratif. Au nombre des activités retenues pour ce cinquantenaire, citons également l'organisation de l'émission d'une collection de timbres commémoratifs par la poste congolaise avec l'aide de la partie chinoise. La troupe des artistes juniors de Nanjing, connue sous le nom de Petite fleur rouge, donnera deux représentations au Palais des congrès. Du côté du Congo, le Ballet national congolais se rendra en Chine pour prendre part au Festival international de Beijing. Enfin, le clou des festivités sera marqué par une campagne médicale dénommée « Opération lumière ». À cet effet, une équipe de médecins chinois viendra au Congo pour opérer gratuitement ceux qui souffrent de la cataracte et près de 500 patients seront traités à l'hôpital d'amitié sino-congolaise de M'Filo à Brazzaville et à celui de Loandjili à Pointe-Noire.

Guy-Gervais Kitina  
et Tiras Andang

## COOPÉRATION

## Pour la Russie, le Congo reste un partenaire fiable sur le continent africain

L'ambassade de la Russie a exceptionnellement ouvert ses portes aux journalistes à l'occasion de la Journée du diplomate russe, célébrée le 11 février à Brazzaville, pour présenter le bilan de ses activités au Congo en 2013 et les perspectives pour 2014.

Au cours de cette conférence de presse, l'ambassadeur de la Fédération de Russie au Congo, Yuri Romanov, a également donné la position de son pays sur les conflits internes qui secouent actuellement le monde et le continent africain, en particulier en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud, en Syrie, ainsi qu'en Ukraine.

« Nous apprécions hautement notre coopération dans le domaine politique, d'autant plus que les positions de nos pays sur les grandes



Yuri Romanov (© DR).

questions d'actualité sont proches ou coincident. Cela assure une base solide pour une collaboration constructive dans le cadre de l'ONU et d'autres organisations internationales dans la résolution des problèmes complexes de notre époque et la recherche des solutions dans divers conflits à travers le monde, notamment en Afrique »,

a indiqué le diplomate russe. Dans le domaine culturel, la coopération entre le Congo et la Russie est au beau fixe, comme en témoignent, a-t-il poursuivi, les bourses d'études octroyées chaque année aux universitaires congolais. Le 16 mars prochain, la Russie et le Congo vont célébrer le cinquantenaire de l'établissement


de leurs relations diplomatiques. À ce propos, Yuri Romanov a indiqué que son pays envisageait de déployer des efforts pour renforcer les relations traditionnelles amicales avec le Congo qui, d'après lui, demeure un partenaire important et fiable. « Au moment où les relations internationales subissent de sérieuses épreuves, la diplomatie russe estime qu'il est indispensable de mettre au point une coopération active et constructive avec les autres pays du monde et les organisations internationales, y compris sur l'axe africain et, bien sûr, avec nos partenaires congolais », a-t-il déclaré.

Sur le conflit en République centrafricaine, il a indiqué que son pays observait l'évolution de la situation et qu'il était favorable à « la restauration de l'ordre constitutionnel, [à] la stabilisation rapide de la situation en matière de sécurité, [à] la normalisation de la situation humanitaire

extrêmement difficile ».

Il estime que pour trouver une solution à la crise centrafricaine, les pays de la sous-région, avec l'appui de la communauté internationale, doivent prendre leur responsabilité conformément aux résolutions 2121 et 2127 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Abordant la situation au Soudan du Sud, l'ambassadeur, dont le pays est membre permanent du Conseil de sécurité, a précisé que la Fédération de Russie soutenait les efforts de l'Union africaine, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et d'autres médiateurs internationaux. Elle soutient également la reprise immédiate du processus de négociations entre les représentants des parties en conflit lancé à Addis-Abeba, en Éthiopie.

Yvette Reine Nzaba

 [www.facebook.com/airtelcongob](http://www.facebook.com/airtelcongob)

Tous les jours

pour **300** FCFA | **6** min  
**100** sms  
**20** Mb

**unis**  
**par les meilleurs**  
**forfaits**



**Na semaine ! loba na yo**  
**Na ba bonus SMS + Internet**



**airtel**

Le réseau qui  
nous unit

Forfaits en FCFA	minutes	SMS	Mb	Souscription
300	6	100	20	*122*6#
600	15	200	50	*122*7#
1000	20	500	100	*122*8#

Pour plus d'infos, appelle le 141.

**LIBYE**

# Seif al-Islam Kadhafi toujours privé d'avocats, selon Human Rights Watch

Le fils du défunt président libyen, Mouammar Kadhafi, et certains des dignitaires du régime dont l'ex-chef des renseignements Abdallah al-Senoussi, inculpés pour la répression de la révolte de 2011, sont toujours privés d'avocats pour leur procès. Cette situation a conduit, le 13 février, Human Rights Watch à appeler le gouvernement libyen afin de leur permettre d'accéder à des avocats pour leur défense.

« Le gouvernement libyen devrait faire davantage d'efforts pour s'assurer que ces anciens fonctionnaires

détenus bénéficient d'un avocat et de la possibilité de se défendre devant un juge », a déclaré Nadim Houry, le directeur adjoint Moyen-Orient et Afrique du Nord de l'organisation de défense des droits de l'homme. Pour ce responsable d'Human Rights Watch qui affirme avoir rencontré les quatre détenus, l'appel que son mouvement lance à l'endroit des dirigeants libyens fait suite à la demande des intéressés eux-mêmes. Seif al-Islam Kadhafi et al-Senoussi ont précisé qu'ils n'avaient pas d'avocats, tandis que Bouzid

Dorda (ancien chef des renseignements) et al-Baghdadi al-Mahmoudi (ex-Premier ministre) ont, en ce qui les concerne, indiqué avoir été privés d'un accès adéquat à leurs avocats.

Pour rappel, disons que fin octobre dernier, la justice libyenne avait inculpé une trentaine des principaux responsables du régime déchu de Mouammar Kadhafi, dont Seif al-Islam et Senoussi, pour la répression de la révolte de 2011. Les deux détenus font l'objet de mandats d'arrêt internationaux de la Cour pé-

nale internationale (CPI) qui les soupçonne de crimes contre l'humanité lors de la révolte. Au mois de mai, la CPI avait débouté les autorités libyennes de leur demande de juger devant les tribunaux libyens Seif al-Islam en raison des doutes sur la capacité de Tripoli à leur garantir un procès juste et équitable. Depuis lors, un bras de fer oppose les deux parties qui se disputent la responsabilité de les juger. Outre les révélations faites par Human Rights Watch, Amnesty International ne s'est jamais empêché de condam-

ner les pratiques déloyales en cours en Libye, particulièrement la régression de la liberté d'expression trois ans après le déclenchement de la révolte dans ce pays qui a renversé le régime de Kadhafi. Amnesty international signale d'ailleurs que les autorités libyennes actuelles ont « consolidé une loi de l'ère Kadhafi qui criminalise les insultes à l'État, son emblème ou drapeau ». Elles ont de la sorte « proscrié toute critique de la révolution du 17 février ou des insultes aux fonctionnaires ».

**Nestor N'Gampoula**

**Nous vous ouvrons les portes du Moyen-Orient**

**Brazzaville - Dubaï**

3 Vols directs / semaine



Bienvenue chez vous.

www.flyecair.com + 242 065 09 05 09 (Congo)  
+ 971 4 282 21 99 (Dubaï)

relationclients@flyecair.com + 33 01 78 77 78 77 (France)

**BUROTOP IRIS**

**SAMSUNG**

www.burotop.com

Galaxy S4 Zoom :  
Zoomer, Capturer,  
Communiquer

Talk & Zoom

**Prix spécial SAINT VALENTIN**

**295.000**

Disponible chez BUROTOP IRIS, votre distributeur agréé Samsung.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 08 869 80 80  
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 37 88

**TerraTech** Promotion spéciale

le monde de l'informatique

➤ Acer Celeron (Couleur Rouge)

➤ Acer Celeron (Couleur Grise)

**Spécificités**

- \* Intel Celeron, Processor (2.2 GHz)
- \* Système d'exploitation Windows 7
- \* 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- \* 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- \* DVD-Super Multi DL drive
- \* French keyboard

**Prix : 265.000 TTC**

Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO  
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

Ordinateurs portables **acer**

Garantie 1 an

Gratuit

acer hp dell TOSHIBA Microsoft APC iPad SONY lenovo Genius FUJITSU

## SPECTACLE

## Grâce Youlou Nkouelolo, une artiste aux multiples talents

L'artiste comédienne Grâce Youlou Nkouelolo (GYN) se produit jusqu'au 25 février à Paris, sur la scène du théâtre Darius Milhaud, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, dans un spectacle intitulé « Allo Tamara-love ».



Grâce Youlou pendant son spectacle

Grâce Youlou est chanteuse, conteuse, danseuse et fait rire le public depuis décembre dernier. À travers son spectacle, elle transmet de la joie et libère le stress. « En m'éclatant avec le public, je lui dis qu'on peut vivre ses rêves malgré les bâtons dans les roues et les défis de la vie », affirme l'artiste. Outre la comédie, GYN est aussi peintre

et metteur en scène. Elle se consacre également à l'écriture : « J'ai déjà terminé la rédaction d'un recueil de poèmes et d'un livre de contes. J'espère trouver un éditeur pour les publier. »

Fascinée depuis son jeune âge, née d'une mère diplomate et d'un père littéraire, Grace Youlou Nkouelolo quitte sa terre natale - le Congo Brazzaville - à l'âge de 21 mois. Elle apprend les chants grecs et des danses proches de la Comédia del arte et a participé aux « Open Voice » de la Boite Vocale avec Emmanuel Penaud. Elle apprend le Gospel au sein du groupe Tours Gospel « Choir et Re-joice ». Elle est par ailleurs animatrice d'expression corporelle, de comédie musicale, de théâtre et de chant dans des écoles, des centres culturels et des associations. Grâce Youlou a fait partie de la compagnie du Charivari « Au Petit Théâtre de Laure Mandraud », notamment dans la troupe Artis' tanneur, avec Jane Bataille, avant de se lancer dans le burlesque du théâtre contemporain, aux côtés de Juliette Maillet. Enfin, la comédienne a travaillé avec Carine Romer, membre du chœur de Démococos.

Rosalie Bindika

## FESTIVAL FEUX DE BRAZZA

## Les chefs de quartiers de Mfilou sensibilisés à l'évènement



Gervais Hugues Ondaye s'entretenant avec les chefs de quartiers

Le directeur général du festival populaire et international des musiques traditionnelles Feux de Brazza, Gervais Hugues Ondaye, a sollicité le 12 février, au cours d'une rencontre, l'implication des treize chefs de quartiers de l'arrondissement 7, Mfilou, où se déroulera la cinquième édition, du 2 au 8 août.

Feux de Brazza, qui est consacré à la promotion des musiques traditionnelles, est un festival itinérant. Après Talangaï en 2005, Poto-Poto en 2006, Bacongo en 2008, Ouenzé en 2010, le tour revient à Mfilou de revêtir ses plus beaux habits pour accueillir les festivaliers

qui arriveront d'une vingtaine de pays.

« Ce festival populaire s'organise de manière rotative dans les arrondissements. Il est important pour nous de vous rencontrer, car vous avez des missions. Jusqu'en août, nous serons ici et il sera construit une grande scène et des bungalows qui serviront d'exposition aux objets artisanaux dès le mois de juillet avec des animations pour maintenir la flamme », a souligné Gervais Hugues Ondaye. Le directeur du festival Feux de Brazza a fait appel à l'adhésion massive des populations de Mfilou. Cette édition, qui

met leur arrondissement à l'honneur, fera découvrir aux Brazzavillois et à ceux venus de l'extérieur cette partie de la ville. « Il faut permettre aux festivaliers de connaître Brazzaville, y compris l'arrondissement à travers des expositions. Mfilou a une histoire qui devra être racontée à travers un espace interactif par les radios et télévisions qui viendront vers vous. Nous allons installer des antennes, avec animations en direct de Mfilou. Un programme riche est prévu pour la cérémonie d'ouverture, le 2 août », a-t-il précisé.

Hermione Désirée Ngoma

## FORMATION DES TAEKWONDOINS

M<sup>e</sup> Goma Kamba apporte sa pierre à l'édifice

L'expert franco-congolais a regagné Brazzaville pour diriger un stage visant à préparer les athlètes au championnat d'Afrique de la zone 4 qui aura lieu sous peu.

M<sup>e</sup> Goma Kamba a résolu de mettre son expertise au profit des taekwondins nationaux pour accroître leur savoir-faire en la matière. Étant donné que ces derniers ont la lourde responsabilité de faire rayonner, avec succès, le taekwondo congolais au-delà des frontières nationales. C'est d'ailleurs pour cette raison que la Fédération congolaise de la discipline (Fécotae) l'a fait venir. Une politique préalablement définie dans le programme d'activités de la Fécotae qui se réalise tant bien que mal. Puisque M<sup>e</sup> Goma Kamba est le deuxième expert international à qui la fédération a fait appel pour la formation des athlètes, l'objectif étant de répondre à l'urgence de la préparation des Jeux africains et des



Me Goma Kamba en compagnie du président de la Fécotae. crédit photo Adiac

autres compétitions qui pointent à l'horizon.

Le stage dirigé par cet expert réunit donc les athlètes venus de plusieurs départements du pays. Les champions et vice-champions du tout dernier championnat national, disputé en décembre dernier, sont les premières cibles de cette formation. Il s'agit des athlètes des catégories juniors et seniors hommes et dames. Le constat fait par Me Goma Kamba est que tous les stagiaires n'ont pas le même niveau technico-tactique. Certains sont, en effet, plus avancés que d'autres. D'où la nécessité de travailler pour combler le fossé de sorte à mettre tous les athlètes au même diapason ou presque. « Nous sommes en train de faire de notre mieux pour que l'ensemble des athlètes soient compétitifs en ayant un niveau leur permettant de rivaliser avec ceux des autres pays », a expliqué Me Goma Kamba, tout en soulignant que les athlètes doivent aussi s'impliquer

de façon individuelle.

Pour mieux évaluer la capacité des stagiaires à appliquer les enseignements reçus, une phase pratique en situation de compétition aura lieu le 16 février. Lors de l'officialisation de ce stage, il y a quelques semaines, le président de la Fécotae, Stanislas Mbys, avait déjà souligné qu'un renforcement théorique des capacités, qui n'est pas suivi de la pratique, ne permet pas toujours d'améliorer les résultats en compétition. Pour rappel, Me Goma Kamba est ceinture noire 4e dan. Compétiteur de haut niveau, il a plusieurs titres à son palmarès. En dehors des médailles empochées dans diverses compétitions internationales, l'expert a été sacré champion de France en mars 2004. Il a également dirigé plusieurs stages technico-tactiques à travers le monde. Pour l'heure, le stage qu'il dirige à Brazzaville suit son cours normalement.

Rominique Nerplat Makaya



## CÉNI

# L'opposition politique invite l'abbé Malu Malu à démissionner

**Ce regroupement dénonce les manœuvres politiciennes du président de la Céni qui planterait, selon elle, le décor de la fraude électorale en élaborant une feuille de route électorale en violation de l'article 197 de la Constitution qui prévoit l'élection au suffrage universel direct des députés provinciaux et non au second degré comme proposé.**

L'opposition politique congolaise vient de se dresser contre l'abbé Apollinaire Malu Malu dont la présence à la tête de la Céni continue à être contestée. Dans une correspondance datée du 6 février adressée aux membres du présidium du Comité national de suivi des concertations nationales, cette plate-forme politique récuse les membres de l'actuel bureau de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) en ciblant, entre autres, son président appelé à rendre le tablier. La lettre portant la signature de son modérateur, Lisanga Bonganga, est un pamphlet en règle contre le prélat catholique.

Cette lettre n'est en fait qu'un rappel de la récusation dont fait l'objet l'abbé Malu Malu au niveau de l'opposition du fait de sa partialité. «L'idéal pour la présidence de la

Céni eut été de rechercher le consensus autour de la personne idoine susceptible de rassurer, par sa neutralité, l'ensemble des forces politiques et sociales de la RDC », écrivent les signataires. Pour cette structure de l'opposition, l'intéressé passerait outre la recommandation pertinente des concertations nationales relative à la réforme du processus électoral qui exige la mise en place d'une véritable administration électorale, transparente et neutre. Rappelant sa déclaration du 1er février, l'opposition politique congolaise égrène une série des faits qui prouvent à suffisance que l'abbé président roulerait pour la majorité au pouvoir. Il y a d'abord les mises en place des agents électoraux prises en violation de la loi n°13/012 du 19 avril 2013 portant organisation et fonctionnement de la Céni spécialement en son article 39. Celui-ci stipule que les cadres et agents administratifs de la Céni sont nommés au terme d'une procédure d'appel public à candidature. Ce qui n'a pas été fait. Ensuite, l'opposition politique récuse les pouvoirs extra légaux dont se dote la Céni au point d'appeler les partis et regroupements politiques à la signature d'un soi-disant

Code de bonne conduite. Ce Code, notent les signataires, « est conçu et pris en violation flagrante des lois spécifiques portant respectivement organisation et fonctionnement de la Céni, organisation et fonctionnement des partis et regroupements politiques ainsi que celle relative à l'organisation des élections (...) ». L'opposition politique dénonce, enfin, les manœuvres politiciennes de l'abbé Apollinaire Malu Malu qui planterait, selon elle, le décor de la fraude électorale en élaborant une feuille de route électorale en violation de l'article 197 de la Constitution qui prévoit l'élection au suffrage universel direct des députés provinciaux et non au second degré comme proposé. Et l'opposition de rappeler que depuis le 25 août 2009, une affaire pénale enregistrée sous DO 37/1461/PGR/ILUTA est pendante devant le Parquet général de la République, puis devant la Cour suprême de justice contre l'abbé Malu Malu. Ce dernier a été accusé pour distribution des cartes d'électeurs falsifiées et dédoublement des électeurs et, donc, pour altération intentionnelle du fichier électoral lors du scrutin organisé en 2006.

Alain Diasso

## PRISON DE KASONGO

## Des ONG dénoncent une répression violente d'une revendication légitime

**Ces organisations, qui ont regretté qu'en lieu et place d'un dialogue, les autorités locales aient préféré recourir à la méthode forte, exhortent le gouvernement à diligenter une enquête indépendante pour déterminer les conditions de détention à ladite prison ainsi que les circonstances de l'intervention de la police.**

Dans un communiqué publié le 12 février, l'Association congolaise pour l'Accès à la justice (Acaj), le Réseau des associations de défense des droits humains dans le sud Maniema (Radhosma) et l'Alliance paysanne du Maniema (Allipam) ont fermement condamné la répression violente, par la police, de la revendication des détenus de la prison de la cité de Kasongo, dans la province de Maniema. Ces ONG ont regretté le recours à la « méthode forte » en lieu et place du dialogue. Ces ONG ont, par ailleurs, exhorté le gouvernement à diligenter une enquête indépendante pour déterminer les conditions de détention à ladite prison de Kasongo ainsi que les circonstances de l'intervention de la police. Elles l'ont également appelé à prendre en charge les soins médicaux de tous les blessés et à s'assurer qu'il n'y a plus de personnes en détention arbitraire. Le gouvernement est également prié de prendre des dispositions urgentes pour que les cellules de toutes les prisons de la RDC, en général, et celle de Kasongo, en particulier, répondent aux règles minima des Nations unies telles que l'hygiène, le cu-



Des prisonniers dans un centre de détention de la RDC

bage d'air, l'éclairage, la nourriture, la ventilation et l'existence d'installations sanitaires. Ces organisations ont, par contre, sollicité de la mission onusienne en RDC d'intervenir en urgence pour que tous les détenus blessés, en particuliers les femmes, dont celle allaitant un enfant de neuf mois, soient pris en charge médicalement et psychologiquement. Alors que les ONG de la société civile ont été exhortées à veiller à ce que la justice fonctionne en conformité avec les droits de l'homme.

Selon ces trois ONG, le 12 février vers 7 heures du matin, la police a brutalement réprimé l'action menée par une cinquantaine de détenus qui se sont regroupés dans l'enceinte de ladite prison, en chantant, pour protester contre la précarité de leurs conditions de détention. « Ils ont dénoncé des frais illégaux leur imposés par les policiers de garde et agents pénitentiaires pour soit recevoir la visite de membres de leurs familles, soit rece-

voir à manger, soit pour être autorisé à dormir dans une cellule plus ou moins spacieuse », ont noté ces organisations. À en croire ces dernières, ces prisonniers ont également dit ne pas comprendre pourquoi la plupart d'entre eux sont détenus depuis plusieurs mois sans procès, et sans être présentés devant un juge de contrôle de légalité de détention.

Ces ONG ont, enfin, regretté qu'en lieu et place d'un dialogue, les autorités locales ont préféré recourir à la méthode forte pour mater vite ce qu'elles ont qualifié de « tentative d'évasion ». « C'est ainsi qu'elles ont fait appel à la police qui, à son tour, va lancer des gaz asphyxiants, en quantité exagérée même dans des cellules fermées et non aérées où certains détenus se cachaient, et tabasser indistinctement les détenus parmi lesquels deux femmes dont une allaitant un enfant de 9 mois et plusieurs malades », ont-elles fait remarquer.

Lucien Dianzenza

## CÉLÉBRATION

## La RDC contre le recrutement des enfants dans les forces et groupes armés

**La commémoration coïncide avec le lancement par la représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies pour les enfants en conflits et l'Unicef d'une campagne mondiale intitulée " Zéro enfants dans les forces armés".**

Placée sur le thème " Stop à l'enrôlement des enfants dans les forces et groupes armés", la journée internationale contre le recrutement et l'utilisation des enfants dans les forces et groupes armés a été marquée en RDC par l'organisation, le 12 février, d'une cérémonie festive dans l'amphithéâtre du centre supérieur militaire, dans la commune de Ngaliema, à Kinshasa.

Pour la représentante de l'Unicef en RDC, Barbara Bentein, le 12 février est une journée importante pour les enfants dans le monde. C'est l'anniversaire de l'entrée en vigueur en février 2002 du protocole facultatif de la Convention des droits de l'enfant relatif à l'implication d'enfants dans les conflits armés, lequel protocole fixe à 18 ans l'âge minimum pour le recrutement dans les forces armées nationales, lequel apparaît clairement dans la loi portant protection de l'enfant promulguée le 10 janvier 2009. « ...recruter des enfants pour qu'ils prennent des armes et fassent la guerre ou pour qu'ils soutiennent les adultes dans le combat est un crime de guerre, une violation grave des droits des enfants. Les enfants ont droit à leur enfance. Nous pouvons et devons assurer qu'ils aillent à l'école, vivent dans leurs familles, grandissent et s'épanouissent dans les meilleures conditions et non pas sur le champ de bataille », a-t-elle déclaré à cet effet. Au nom du vice-Premier ministre et ministre de la Défense nationale et des anciens combattants, Geneviève Inagosi Kassaongo, ministre du genre, famille et enfant s'est réjoui du fait que la RDC ait pris plusieurs dispositions en vue de mettre fin au recrutement des enfants au sein des groupes armés. Elle a cité notamment la signature le 4 octobre 2012 par le gouvernement et les Nations unies, d'un plan d'action qui prend aussi en compte les autres violations graves des droits de l'enfant par les forces armées et les services de sécurité. Les statistiques disponibles montrent que dans les cinq dernières années, plus de 22.000 enfants ont été séparés des forces et groupes armés en RDC. En 2013, 4.804 enfants ont été pris en charge et réinsérés dans leurs communautés et 554 ont été empêchés d'entrer dans les FARDC lors des processus de recrutement ou d'y rester grâce à un engagement actif du gouvernement qui, lors de la campagne de recrutement, a exclu expressément les personnes ayant moins de 18 ans de l'exercice. Cette célébration a été organisée par le ministère de la Défense nationale et des anciens combattants, en collaboration avec le ministère du Genre, famille et enfant, avec l'appui du Fonds des Nations unies pour l'enfance.

Gypsie Oïssa Tambwe

## CARAVANE DE LA PAIX À L'EST

## Vital Kamerhe obtient le feu vert du ministre de l'Intérieur

**L'on croit savoir que cette évolution n'est pas étrangère à la récente mise en garde de la délégation de l'Union européenne qui avait appelé au respect strict des droits des opposants tels qu'inscrits dans la Constitution.**

Après maintes tergiversations, le ministère de l'intérieur vient enfin d'autoriser à Vital Kamerhe de se rendre à l'est de la RDC où il compte organiser sa fameuse caravane de la paix. Cette décision résulte de la dernière entrevue entre les représentants de l'Union pour la Nation congolaise (UNC) et le ministre Richard Muyej tenue le 12 février. Les deux parties ont tenu, en effet, à se parler franchement en levant toutes les zones d'ombre qui entourent la perspective de la tournée de Vital Kamerhe à l'Est. Le gouvernement, qui mettait en avant-plan les problèmes d'insécurité que connaît cette partie du pays, avait des appréhensions en pensant que cette tournée du président de l'UNC allait exacerber la tension. « Nous avons rassuré le gouvernement de notre intention de nous y rendre dans le respect des lois de la République et dans le libre exercice de nos droits fondamentaux et inaliénables », avait indiqué Claudel Lubaya, cadre de l'UNC. En fait, le ministre de l'Intérieur et l'Agence nationale des renseignements tenaient à avoir des garanties sûres par rapport à cette itinérance qui se tient dans un contexte où la zone de l'Est du pays n'est pas encore suffisamment pacifiée, ni sécurisée. En effet, les groupes armés continuent toujours à écumer la région. En plus, les criminels de guerre du M23 qui n'ont toujours pas lâché prise scruteraient toujours le moindre faux-pas des autorités pour relancer les hostilités. Les deux parties ont fini par aplanir leurs divergences donnant ainsi le feu vert à l'UNC de se mouvoir sur l'ensemble du territoire national. Désormais, le parti de Vital Kamerhe peut programmer ses déplacements pas seulement dans l'Est mais à travers tout le pays et gérer son agenda comme bon lui semble. L'on croit savoir que cette évolution n'est pas étrangère à la récente mise en garde de la délégation de l'Union européenne qui avait appelé au respect strict des droits des opposants tels qu'inscrits dans la Constitution. Pour rappel, Vital Kamerhe et la délégation qui l'accompagnait avaient été empêchés de voyager pour Goma le 7 et 9 février. Si pour le premier, l'on a allégué les « formalités d'embarquement », les raisons ayant motivé l'annulation du deuxième voyage n'ont pas jusqu'à ce jour été évoquées.

A.D.

## RDC

## 832 millions de dollars pur couvrir les besoins humanitaires en 2014

**La nécessité a été exprimée par l'ONU et ses partenaires, au lancement du plan d'action humanitaire pour l'année en cours.**

Les représentants du gouvernement de la RDC, les Nations unies et les partenaires humanitaires ont lancé, le 6 février, un plan d'action humanitaire de huit cent trente et deux millions de dollars US pour la RDC. Les actions prévues dans ce programme s'inscrivent dans la lutte contre la malnutrition et ses conséquences; l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'hygiène pour atténuer l'apparition de maladies hydriques telles que le choléra; et l'amélioration de l'éducation et de l'accès aux services de base.

Pour réaliser ces projets conçus pour 2014, les organismes humanitaires ont revu leurs sollicitations à la baisse de près de soixante millions de dollars américains, par rapport à 2013. Mais, pour eux, cela ne signifie pas qu'il y a peu de besoins. « *La baisse de nos estimations financières pour 2014 ne signifie pas qu'il y a moins de besoins sur le terrain* », a



Des déplacés dans l'est de la RDC

souligné le coordinateur humanitaire pour la RDC, Moustapha Soumaré, lors du lancement de ce plan d'action humanitaire. Nous devons être conscients, a-t-il poursuivi, que les besoins humanitaires vont demeurer considérables en RDC en 2014.

**Priorité à la nourriture, l'eau et la santé**

Dans ce programme, les experts en nutrition ont demandé 256 millions de dollars US pour fournir une aide alimentaire de première nécessité et une assistance agricole. Ils ont, en effet, estimé qu'environ 6,7 millions de personnes n'ont pas assez à manger. Par ailleurs, le plan de 2014 met relève également l'importance des projets d'accès à

l'eau potable, d'assainissement et d'hygiène.

S'agissant de l'accès à l'eau potable, l'année dernière, plus de vingt sept mille cas de choléra ont été enregistrés. Alors qu'il s'est également produit régulièrement des épidémies mortelles de rougeole et des milliers de cas de paludisme. Le nombre de personnes déplacées, a noté le

bureau de l'ONU pour la coordination des actions humanitaires (Ocha), a atteint son plus haut niveau en cinq ans. Pour cette agence onusienne, devant les réalités, il est bien évident que la réponse humanitaire ne se limite pas aux vivres, à l'eau et aux soins de santé.

Les spécialistes de l'éducation et de la protection de l'enfant continuent, eux, de dénoncer l'utilisation des écoles comme abris pour les personnes déplacées. Cela constitue une pratique qui empêche des milliers d'enfants d'aller en classe. Il est noté qu'en 2013, les donateurs ont répondu avec 730 millions de dollars US à l'appel humanitaire de la RDC – 80 pour cent des 892 millions de dollars US demandés. Ce don a permis, entre autres, aux agences humanitaires du Katanga de combattre une épidémie de choléra. Le Programme alimentaire mondial et ses partenaires ont pu fournir plus de 90,000 tonnes de nourriture à deux millions de personnes. Cet argent a aussi permis de vacciner quinze millions d'enfants contre la rougeole.

**Lucien Dianzenza**

## CÉLÉBRATION

## Festival Amani, un ferment de paix dans les Grands lacs

**Une belle poignée d'artistes, musiciens et danseurs, entendent mettre leur art à contribution pour la consolidation d'un climat serein dans la région quitte à faire battre le cœur de Goma, dès ce 14 février, au rythme de la manifestation qui a pour têtes d'affiche Lokua Kanza, Lexus Legal et Inno's'B.**

La dernière ligne droite est d'ores et déjà amorcée, plus que quelques heures et le Festival Amani va s'imprimer dans le décor culturel de Goma et de l'ensemble de la région des Grands lacs. Du moins, c'est l'ambition qu'affiche déjà cette première édition qui rythmera l'ambiance de la ville et de ses environs trois jours durant, soit du 14 au 16 février. En effet, outre les fils du pays, les stars internationales précitées ainsi que les artistes locaux Tonton Lusambo, Fal-J, Pinochet Maraben, des musiciens du Rwanda et Burundi voisins sont annoncés. L'on sait déjà que Maguru, Mani Martin, Albert Kulu et Big Farious seront de la partie question de « *Danser pour changer, chanter pour la Paix* » ou "Playing for change, singing for peace" comme il est possible de le lire sur les affiches. Indissociable du paysage culturel dans lequel elle est fortement ancrée, la danse traditionnelle s'est également invitée au Festival Amani. Prolongement de la vie et des gestes quotidiens, entendu comme expression de la pensée et des sentiments au même titre que la musique, elle s'y manifestera en toute majesté. C'est dire que le festival entend donner l'opportunité à cet art de la scène d'être expliqué et repositionné à un quadruple niveau. Les groupes locaux Sango Africa, Intore National, Folk Intercommunautaire et Matakio s'emploieront chacun à offrir au public des spectacles



L'affiche du Festival Amani

uniques suivant les spécificités des contextes géographique, historique, ethnique et social dont ils ont été inspirés.

**Kwa kesho bora**

Lokua Kanza, Lexus Legal et Innocent Balume, alias Inno's'B ainsi que les sponsors dont Vodacom et Rawbank conviennent de l'apport du Festival Amani dans « la consolidation de la paix entre les pays des Grands lacs ». Et pour ce faire, les artistes ne sont pas les seuls mis à contribution. Il est clair que les associations et autres ONG déjà ac-

tifs dans la région s'inscrivent dans cette logique. En effet, tous ensemble, ils tiennent autant que peut se faire sensibiliser à la paix et au savoir-vivre ensemble. L'espace Kwa kesho bora (« pour un lendemain meilleur ») se veut plus qu'un slogan et son aménagement dans l'enceinte du festival reste significatif. C'est-à-dire qu'en ce lieu sera mis en exergue le travail acharné de quarante organismes associatifs du coin en faveur des populations. Là seront traités des questions essentielles inhérentes à la vie quotidienne à l'instar du respect de la femme et de l'enfant, le VIH-sida, la bonne gouvernance, etc.

Rappelons que le Festival Amani a pour promoteur Éric de Lamotte et reste une manifestation sans but lucratif. Organisé sous le haut patronage de la première dame, Olive Lembe Kabila, elle nourrit la nette ambition de devenir un événement incontournable. S'inscrire dans la durée dans l'univers culturel de la capitale du Nord-Kivu et élargir son spectre bien au-delà des frontières congolaises, voire dans le continent dans son ensemble tel est le rêve que caresse l'organisation. Dans l'espoir que l'« *essai* », cette grande première préparée avec soin, porte ses fruits, une seconde édition ne tardera pas à lui faire suite.

**Nioni Masela**

## TRANSPORT EN COMMUN

## La société Transco s'enrichit de soixante-dix nouveaux bus

**Le ministre des transports et voies de communication, Justin Kalumba, a annoncé que deux cents bus devront arriver dans un mois et demi.**

Arrivés d'Égypte, les soixante-dix nouveaux bus qui viennent agrandir le charroi automobile de la société de transport congolais (Transco) porte à trois cents le nombre des bus que compte maintenant cette entreprise, sur les cinq cents bus commandés en Égypte. « *Dans quarante à quarante-cinq jours, on sera à cinq cents bus pour Kinshasa. Dans un environnement très proche, nous aurons encore deux cent cinquante minibus du côté des transporteurs privés* », a annoncé le ministre Justin Kalumba, tout en reconnaissant que la demande reste plus forte par rapport à l'offre qui est encore relativement faible. Pour le numéro un du secteur des transports, il faudrait trouver de bons chauffeurs pour conduire ces bus. « *Particulièrement à l'intention des chauffeurs de Transco, nous insistons pour avoir de vrais chauffeurs. C'est un des défis extrêmement importants que nous avons pour pouvoir mettre ces bus en circulation de manière plus adéquate* », a-t-il expliqué à radiookapi.net. Profitons de l'occasion, le ministre lance un appel à la population à prendre soin de ces bus, en accompagnant la révolution de la modernité.

Pour rappel, les premiers bus (deux cents) de Transco ont été mis en circulation le 30 juin 2013, à l'occasion du cinquante-troisième anniversaire de l'indépendance de la RDC. Ces deux cents bus ont desservi d'abord deux lignes, entre la gare centrale et Kintambo et entre la gare centrale et Ngiri-Ngiri. Ensuite, la société a ouvert plusieurs autres lignes, notamment entre la poste et Lemba, gare centrale et UPN, entre gare centrale et Kingasani, etc. Lorsque les deux cents bus restants seront sur le sol congolais, plusieurs autres lignes seront créées afin de desservir une grande partie des habitants de Kinshasa qui apprécient déjà le confort offert par ces bus.

**Gypsie Oïssa Tambwe**

## SAINT-VALENTIN

## Claudia Bakisa fête la sortie de Destiny à Kinshasa

La « Reine du Tcha tcho » a choisi de célébrer l'évènement ce 14 février de 19h à 23h autour d'un lunch au Venus Hotel avec comme plat de résistance quelques titres de son premier album produit par Publicom.

« Deux ou trois chansons pour faire plaisir aux gens qui aiment Claudia », c'est ce qu'elle dit réserver aux hôtes de la soirée de la Saint-Valentin dédiée à la sortie mondiale de ce premier album. « Je suis venue le faire à Kinshasa parce que j'ai voulu revenir à mes origines, car tout commence ici avant de gagner le reste du monde. Les distributeurs sont déjà en possession du produit mais ils seront sur le marché à partir du 14 février », a-t-elle expliqué. Il y a fort à parier que My love, romance au nombre des dix titres de Destiny (Destinée), fera partie du court répertoire qu'a pris le parti d'offrir à ses fans Claudia Bakisa-Black pearl. Le premier show de la belle, jeune et sexy chanteuse



La pochette de l'album Destiny

dans sa ville natale, revêt on se l'imagine bien, un caractère tout spécial, fait d'autant plus vrai qu'à ses yeux Destiny a valeur de consécration. La « reine du Tcha tcho » s'est décidée pour cet intitulé après mûre réflexion, en considération des événements qui ont émaillé son parcours depuis qu'elle a pris le micro et en a fait son gagne-pain. « Quand

je pense à mes débuts, ma venue à Kinshasa, le début de ma carrière et tout ce qui se passe autour, je crois que Destinée résume au mieux ce que j'ai voulu exprimer », a-t-elle confié à ce propos aux Dépêches de Brazzaville.

Destiny, dont Claudia a pris la liberté de nous toucher un mot, aborde plusieurs styles musicaux, en partie en fon-

tion des collaborations qu'elle comporte. Dans le commentaire succinct qu'elle nous a livré sur le contenu de son opus, elle nous apprend : « J'ai fait des featuring avec Koffi Olomide, Jessy Mator, Fabregas et Awilo Longomba ». Mbilia Bel, sa diva préférée au pays, est l'autre artiste congolais qu'elle aurait aimé compter parmi ses hôtes n'eût été les difficultés à faire concorder leurs agenda respectifs, nous a-t-elle confié au passage. Et Claudia de rajouter que son coup de cœur personnel dans l'album est My love. Le titre en français, anglais et lingala est inspiré d'une histoire lue dans une revue à Londres où elle réside.

**2005, une année marquante**  
Chanteuse depuis ses huit ans

au sein de l'Église catholique d'abord, puis dans les Églises de réveil, c'est en 2005 que Claudia fait l'expérience de la scène. Sa carrière professionnelle, affirme-t-elle, a débuté à la faveur d'un concert aux côtés de Kanda Bongo Man, le célèbre interprète du Soukous. Notons que la Black pearl de Londres s'était produite sur le podium du Festival international des étoiles (Fiet) en août dernier et au Vodaclub à la Fikin. Cependant, elle tient définitivement le concert de la Saint-Valentin pour son premier grand show au pays, mieux dans la ville qui l'a vu naître. Aussi promet-elle de combler les attentes des mélomanes en cette occasion. « Comme je l'avais promis aux Kinois, ils ne seront pas déçus. J'ai fait du bon son, la musique est bonne. Vraiment soki mutu andimi te aza kaka motema mabe (celui qui n'appréciera pas fera preuve de mauvaise foi) », a-t-elle déclaré sûre de marquer son coup.

Nioni Masela

## MUSIQUE

## Papa Wemba et Koffi Olomide bouleversés par la disparition de King Kester

Les deux artistes ont reconnu le talent hor-pair du compositeur de "Nzinzi" qui passe pour l'un des artistes le plus doué de sa génération. L'annonce du décès de King Kester Émeneya a jeté dans l'émoi ses pairs de la chanson. Au nombre de ceux-ci, Papa Wemba et Koffi Olomide avec lesquels il aura passé les meilleurs moments de sa carrière artistique. S'exprimant sur

AFP peu après la confirmation du décès, Papa Wemba reconnaît à l'illustre disparu un potentiel artistique fort. « À Viva-la-Musica, il faisait la pluie et le beau temps. Il a marqué le groupe de son professionnalisme, il a façonné le répertoire du groupe. On a vécu ensemble, on a fait presque les cent coups ensemble, même si c'était un petit frère », a-t-il déclaré. Papa Wemba est de

ceux qui ont permis à King Kester d'aiguiller son talent en lui donnant de l'espace dans ses premières compositions.

Le duo entre les deux artistes s'est révélé parmi les meilleurs du pays, à côté de Sam Magwana et Tabu Ley. King Kester a apporté dans Viva-la-Musica un style de chant particulier avec une deuxième voix qui donnait du répondant à la voix haute et mielleuse de Papa Wemba. « Paix à son âme. Il a beaucoup souffert de cette maladie. Je crois vraiment qu'il était temps qu'il aille se reposer auprès de l'Éternel », a conclu Bakala Diakuba. De son côté, Koffi Olomide qui intervenait sur une chaîne périphérique a évoqué en des termes flatteurs la mémoire de King Kester Émeneya qui l'avait surnommé « Wankofia », sans que cela ne le froisse. Koffi en a profité pour présenter ses condoléances à la famille biologique de Kester Émeneya et à ses fans.

Il y a lieu toutefois de signaler que les rapports entre ces trois grands artistes n'ont toujours pas été faciles. Plus d'une fois, ils se sont brouillés, souvent pour des faits anodins. La guerre de leadership en est



Koffi Olomide

certes la cause principale, mais au-delà des conflits à répétition alimentés par des « histoires des femmes » ont souvent ponctué leurs relations. Papa Wemba a permis à Kester Émeneya d'éclorer son talent dans Viva-la-Musica même si par la suite il en est devenu un concurrent de taille. Koffi Olomide, lui, doit sa réussite musicale à Mutu wa zamani qui l'a aidé à ses débuts dans la chan-

son à parfaire son style de chant. Nonobstant leurs sauts d'humeur sur fond des pics qu'ils se lançaient de part et d'autre, les deux artistes qui sont d'une même génération, se tenaient pourtant en estime. C'est non sans raison que dans le premier opus de Cindy le cœur produit sous le label « Koffi Central », le jeune Pato fait un clin d'œil à son vieil ami.

Alain Diasso



Papa Wemba



## MCDDI

## Une journée de recueillement et de méditation prévue en mémoire de Bernard Kolélas

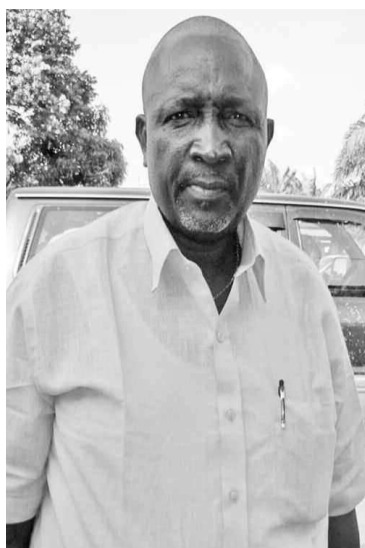
**Cette annonce figure parmi les informations que véhicule Gaspard Samba, secrétaire général du bureau exécutif départemental de Pointe-Noire du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), pendant sa série de rencontres avec les militants de la ville océane.**

En effet, le but de ces rencontres est d'informer les militants de Pointe-Noire des dernières décisions prises à l'issue du séminaire de formation des secrétaires généraux, départementaux et communaux qui s'est tenu à Brazzaville les 1er et 2 février, et au cours duquel ils ont bénéficié d'une for-

mation dans le cadre du programme « hygiène et santé ».

L'œuvre littéraire et politique de Bernard Kolélas, les rapports fonctionnels avec les partis politiques alliés au niveau local, le statut et le règlement intérieur du parti, le plan d'action annuel (2014) du comité national, l'établissement décentralisé des cartes des militants, le congrès national, la préparation et la participation au congrès, etc., ont été les points culminants de ce séminaire.

Gaspard Samba a rappelé à ses mandants que dans un intervalle de trois ans, sera organisée, à chaque date d'anniversaire de la



Gaspard Samba, secrétaire général du bureau exécutif départemental de Pointe-Noire. crédit photo "Adiac"

mort du président fondateur Bernard Kolélas - le 13 novembre -, une journée de recueillement et de méditation au niveau des comités intermédiaires du parti, à savoir les comités départementaux, d'arrondissement, de district et les communautés urbaines.

Afin de leur permettre de bien comprendre les enjeux politiques du parti, plusieurs documents sont mis à leur disposition, notamment : la fiche indicative des activités prioritaires des bureaux exécutifs et des commissions de discipline et de contrôle (CDC) et la tenue régulière des réunions ordinaires du bureau exécutif et de la CDC ; le document portant co-

tisation spéciale mensuelle et la rétrocession aux comités intermédiaires et de base de la cotisation statutaire des membres du parti ; le document portant nomination des membres de la commission d'organisation du congrès national du parti ; le point trimestriel des organes sous tutelle nécessitant la restructuration ou la redynamisation ; la convocation du congrès et bien d'autres.

Notons que cette activité a déjà commencé au niveau du bureau exécutif départemental et se poursuivra dans les arrondissements sous forme d'assemblées générales.

Hugues Prosper Mabonzo

## SANTÉ

## L'hôpital général Adolphe-Sicé sera totalement rénové

**Le ministre de la Santé et de la Population, François Ibovi, a visité ce jeudi 13 février, le site qui abritera le nouvel hôpital général Adolphe-Sicé de Pointe-Noire. Cette visite entre dans le cadre de la matérialisation de cette idée chère au gouvernement de la République et au chef de l'État de moderniser les hôpitaux en vue de les adapter à l'immensité des tâches qui leur incombent.**

En effet, cette vision du gouvernement permettra de révolutionner la praxis de la médecine dans tout le pays et notamment à l'hôpital général Adolphe-Sicé. Car il faut dire que cet hôpital est âgé aujourd'hui de 84 ans, et il est devenu vétuste au fil des temps. L'hôpital ne répond plus aux normes actuelles des infrastructures de prise en charge. Et pour les agents de cette structure, il s'agit là d'une décision salutaire prise par le gouvernement de la République de rénover cet hôpital.

Pour François Ibovi, « la meilleure façon de dire c'est de le faire », c'est pourquoi, en sa qualité de ministre il s'est rendu à Pointe-Noire dans le site de l'hôpital Adolphe-Sicé pour inventorier concrètement les services qui feront l'objet d'un déménagement et envisager les mesures concrètes pour le fonctionnement de ces services après le déménagement, tout en facilitant l'ouverture du chantier.

Ainsi, dans son message de circonstance,



Le ministre pendant sa visite à l'hôpital Adolphe-Sicé. crédit photo "Adiac"

Sidonie Kinzonzi, directrice générale de l'hôpital Adolphe-Sicé, a rappelé que le plan de modernisation de cet hôpital ouvre une période de profonde mutation de l'organisation, des moyens et de l'infrastructure. « C'est un projet majeur qui positionne l'établissement au cœur de l'avenir, en lui permettant un saut qualitatif important. Il est au cœur des attentes des patients et leurs besoins, clés de voûte de cette nouvelle organisation », a-t-elle expliqué. Grâce à cette rénovation, l'hôpital Adolphe-Sicé disposera de locaux plus spacieux, mieux équipés et plus fonctionnels pour le personnel et les patients. Il pourra ainsi faire face à une fréquentation

croissante du service des urgences. Notons qu'au total 12 hôpitaux seront construits dans les 12 départements du pays. Les travaux de l'hôpital Adolphe-Sicé seront exécutés par la société Asperbras. Durant les travaux, l'hôpital continuera à assurer la continuité de l'accueil et des soins. Les locaux qui accueilleront provisoirement les malades pendant la durée des travaux seront aménagés et permettront une prise en charge de qualité. « Cependant, précise Sidonie Kinzonzi, des perturbations pourraient avoir lieu pendant la période des travaux, compte tenu de l'importance du chantier. »

H.P.M.

## TENNIS DE TABLE

## Manque de championnat à Pointe-Noire

**Créée depuis près de vingt ans, la ligue interdépartementale de tennis de table du Kouilou/Pointe-Noire peine ces dernières années à organiser son championnat par manque d'appui financier, a indiqué le secrétaire général de cette ligue, Paul Kibiya, au cours d'un entretien avec les Dépêches de Brazzaville.**

Le tennis de table vit régulièrement à Pointe-Noire avec cinq clubs bien structurés à savoir, le Club Avenir basé au Lycée Victor Augagneur, le club Trentenaire à Total, le club de Tchimbamba, le club Saint Jean Bosco et le club de Ngoyo. Malheureusement ces clubs ne participent pas à un championnat départemental digne de ce nom, en dehors des tournois isolés et des rencontres amicales. « La ligue de tennis de table de Pointe-Noire existe depuis près de 20 ans d'une manière irrégulière mais depuis que nous l'avons restructurée en 2000, nous sommes présents à toutes les

éditions du championnat national comme tout récemment en décembre à Dolisie, où nous avons occupé la troisième place », a indiqué Paul Kibiya. « Malheureusement, a-t-il poursuivi, nous n'avons pas de mécènes pour regrouper cette jeunesse autour d'un grand championnat. L'année dernière, nous avons organisé un tournoi inter-club grâce à Coca Cola. Ce tournoi qui regroupait quatre clubs a été remporté par le club Avenir. »

S'agissant de la qualification des pongistes ponténégrins au championnat national, la ligue profite en effet de ces tournois isolés ou des rencontres amicales pour détecter les représentants du département au championnat national. « À travers les tournois interclubs, nous détectons les meilleurs en tenant compte du quota fixé par la fédération nationale », a-t-il assuré. Le secrétaire général de tennis de table de Pointe-Noire/Kouilou a pourtant souligné

qu'il y a de l'engouement de la part des jeunes à pratiquer la discipline à Pointe-Noire. Ainsi dans sa politique de vulgarisation du tennis de table, la ligue a remis des tables de tennis dans les sous-préfectures de Madingo-Kayes et Tchimbamba-Ndzassi. L'orateur a, par ailleurs, sollicité l'aide des bienfaiteurs pour promouvoir la discipline tant à Pointe-Noire que dans le Kouilou. « Nous lançons un appel à l'aide permanent de tous les mécènes qui aiment le tennis de table, car on ne peut pas s'attendre seulement à l'assistance de la Fédération. Nous demandons aux personnes de bonne volonté de nous venir en aide, de nous fournir des équipements propres et de l'eau pour que le tennis de table aille de l'avant », a lancé Kibiya avant d'encourager les jeunes pratiquants à poursuivre cette aventure qui pourra leur sourire dans un avenir proche.

Charlem Léa Legnoki

## LA SAINT VALENTIN

## L'engouement pour cette fête a baissé à Pointe-Noire

**Les 12 et 13 février de l'année dernière à Pointe-Noire, les hommes se bousculaient dans les commerces pour acheter des cadeaux et les offrir à leurs amoureuses le 14 février considéré comme la fête des amoureux. Cette année, cet engouement a considérablement baissé à cause certainement d'autres priorités naissantes.**

La Saint Valentin était à l'origine une coutume païenne et a finalement été assimilée par l'Église catholique romaine, par la désignation de Saint Valentin comme Saint Patron des amoureux. « Si j'aime réellement mon épouse, à quoi bon attendre le jour de la Saint Valentin pour lui offrir des cadeaux de haute gamme. Cette fête profite non pas aux femmes mariées ou vivant sous le même toit que l'homme, mais à celles qui vivent en dehors du domicile de leur amoureux, car elles sont plus exigeantes », s'est exprimé avec indignation un habitant de Pointe-Noire rencontré au Grand marché. Pour certains ponténégrins, cette fête est diabolique.

Après les dépenses des fêtes de fin d'année, les 25 et le 31 décembre, ajoutées à celles relatives à la rentrée des classes, de nombreux parents ne veulent plus subir d'autre poids social notamment les dépenses imprévues liées à la Saint Valentin que l'on peut certainement éviter. Et cela a un impact sur les commerces qui ne font plus comme jadis les mêmes recettes pendant ces jours. Du coup, la fête de la Saint Valentin quitte la rue pour revenir à la maison où des mots doux, des cadeaux symboliques et des petits repas de famille peuvent se réaliser sans trop de bruit. Et si cela est ainsi, cette fête est réellement la fête des mariés et non des célibataires ou des fiancés qui ont tous les autres jours de l'année pour faire la fête. « Des banderoles et pancartes y compris des spots publicitaires appelant aux amoureux de se retrouver à tel ou tel endroit pour célébrer leur amour, sont rares dans la ville de Pointe-Noire. Ce qui témoigne bien du manque d'intérêt pour cette fête chez de nombreux Ponténégrins qui ont compris la philosophie de cette fête », disait un passager du bus au chauffeur, lors du débat engagé sur le sujet.

## L'origine de la Saint Valentin ou fête des amoureux

Depuis le IIIe siècle, le 14 février s'est transformé en fête pour les amoureux. Saint Valentin, patron des amoureux, est en fait un prêtre mort martyrisé par les Romains le 14 février 270. À cette époque, Valentin s'attira la colère de l'empereur Claude II qui venait d'abolir le mariage, car il trouvait que les hommes mariés faisaient de piètres soldats parce qu'ils ne voulaient pas abandonner leur famille. Valentin encourage alors les jeunes fiancés à venir le trouver en secret pour recevoir de lui la bénédiction du mariage. Il fut arrêté et emprisonné. Pendant qu'il attend son exécution dans sa prison, Valentin se prend d'amitié pour la fille de son geôlier et lui redonne la vue. Et c'est juste avant d'être décapité qu'il lui offre des feuilles en forme de cœur avec le message : De Ton Valentin.

On note aussi que dans certains pays, la fête de la Saint Valentin vient d'une croyance médiévale européenne qui dit que les oiseaux commencent à s'accoupler le 14 février. Et dès lors multiples interprétations et significations se font autour de cette date. De façon générale, deux camps n'ont cessé de s'opposer, ceux qui fêtent la Saint Valentin et qui s'assument, et ceux qui ne supportent pas son côté commercial et destructeur car cette fête tend à devenir celle d'un amour synchronique et non diachronique.

Faustin Akono

## FOOTBALL

## La Mancha nomme Éric Mouanda à la tête de la section

L'assemblée générale de la société sportive La Mancha s'est tenue, dans un climat au départ tendu, le 11 février dans la salle de conférence du stade municipal de Pointe-Noire, devant les représentants de la Fédération congolaise de football (Fécofoot), Guy Lionel Mayolas et Jean-Paul Fouagni.

Malgré la tension qui a prévalu au début des travaux, suite à un malentendu entre le président de l'équipe, Maixent Elenga, et le bureau sortant sur l'ouverture du poste de la présidence de la section football, les travaux de l'assemblée générale ont abouti à la nomination d'Éric Mouanda après concertation des deux parties, grâce à la médiation menée à huit clos par les représentants de la Fécofoot et des directeurs départementaux des sports du Kouilou et de Pointe-Noire.

« Nous ne sommes pas là pour faire partir le président Maixent vu tout ce qu'il a fait pour l'équipe, mais nous voulons juste ajouter un poste de président actif qui s'occupera de l'équipe sur le terrain, car un seul doigt ne peut pas laver la figure », a confié un membre du comité de supporters alors que les travaux étaient suspendus après la lecture du rapport moral de la saison dernière par le secré-



Vue du présidium pendant la suspension des travaux

taire général, Didier Kouayi, à la demande de Maixent Elenga.

À l'issue du huis clos, Maixent Elenga a présenté ses excuses à toute la famille de La Mancha sur cette incompréhension et a présenté Éric Mouanda comme président actif de la section football sous les acclamations des participants. « Je présente mes excuses j'ai dû faire mal à certains. Nous avons pu trouver la solution parce qu'on ne se comprenait pas au départ », a-t-il reconnu, ajoutant : « Conformément aux textes de notre société, le président Éric Mouanda a été élu président ac-

tif de la section football. Je reste l'ordonnateur principal donc l'administrateur-gérant de la société. Il gère le football et me rend compte de ce qui se passe dans tous les clubs. Nous avons

**« Nous ne sommes pas là pour faire partir le président Maixent vu tout ce qu'il a fait pour l'équipe, mais nous voulons juste ajouter un poste de président actif qui s'occupera de l'équipe sur le terrain, car un seul doigt ne peut pas laver la figure »**

pensé qu'avec de nouveaux enjeux, il fallait aller vers l'ouverture : seul, on ne peut pas, il faut une coalition. »

Viser les compétitions africaines

Le président de la section football élu, Éric Mouanda, a réitéré que La Mancha ne jouerait pas les derniers rangs du championnat. « La Mancha, c'est un grand nom.

Hier, avec le président Makosso, on visait la compétition africaine ; avec mon frère Maixent, nous avons mis les moyens pour participer à la Coupe d'Afrique.

Maixent Elenga a, par ailleurs, reconnu que le président élu était un ancien dirigeant de l'équipe. « Quand je suis arrivé à La Mancha, je l'ai trouvé. La Mancha, c'est une famille. On va faire converger nos forces pour aller de l'avant. Deux valent mieux qu'un », a-t-il ajouté. Il a appelé les fans de La Mancha à revenir dans la grande famille, car la plaie a été cicatrisée et le challenge est d'être parmi les plus forts du championnat.

Maintenant que nous sommes revenus ensemble, nous allons unir nos efforts pour y repartir », a-t-il rappelé. Il a assuré que l'équipe était prête pour aborder son premier match de championnat qui se jouera le 19 février à Dolisie contre AC Léopard. « Je demande aux supporters de tout oublier, d'éviter les polémiques. Maixent est mon frère, nous allons travailler la main dans la main comme nous en avons l'habitude : ils ne seront pas déçus », a-t-il conclu.

Retenons du rapport moral de la saison 2012-2013 que la Mancha a été quart de finaliste du dernier championnat d'élite. Elle a été éliminée à cette étape de la compétition par Cara. En effet, sur 34 matchs joués en championnat, sans compter les quelques matchs de la Coupe du Congo, l'équipe en a enregistré 10 victoires, 12 matchs nuls et douze défaites avec, au compteur, 42 points et une place de 12e au classement général. Le secrétaire général de l'équipe a également souligné les quelques péripéties qu'a connues l'équipe la saison dernière et a sollicité la Fécofoot pour améliorer les conditions et l'arbitrage afin de permettre au football congolais de retrouver ces lettres de noblesse.

Charlem Léa Legnoki

## LITTÉRATURE ECCLÉSIASTIQUE

## Le nouveau livre du père Georges Loemba Ndéndé

Intitulé **Initiation à la doctrine sociale de l'Église sécurité économique pour tous, ce livre à caractère pédagogique est paru au mois de décembre aux Editions Presse & Culture. L'œuvre traite des injustices économiques que connaît actuellement le monde et de ce que les chrétiens doivent s'efforcer d'y apporter des solutions adéquates pour le bien de tous.**

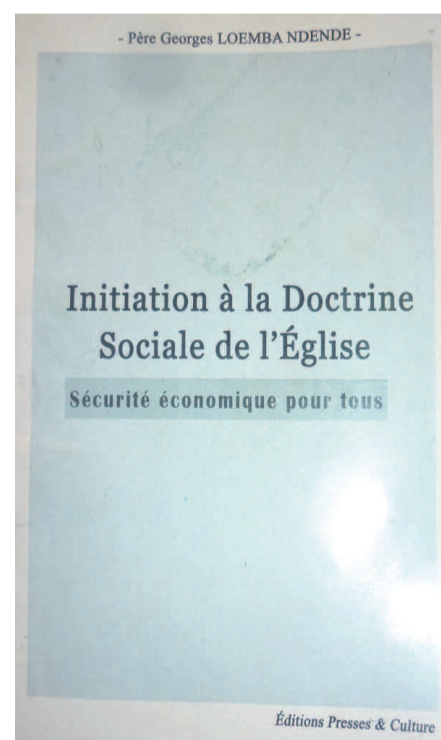
Préfacé par Monseigneur Anatole Milandou, avec un postface de l'abbé Paulin Yoba Poucouta, cette œuvre comporte deux idées fondamentales. La première concerne l'interrogation de l'auteur sur ce que sont les laïcs, ceux qu'on appelle chrétiens, donc des hommes consacrés au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit et qui mènent leur vie en conformité avec Dieu. Devant les injustices du monde, l'auteur se pose la question de savoir quel est leur combat d'aujourd'hui. La deuxième idée c'est que le père Georges Ndéndé montre que le chrétien a une part belle à prendre dans la sécurité économique, qui dépasse même la sécurité sociale. Pour l'auteur, l'économie d'aujourd'hui est conçue dans l'iniquité, elle est née dans le péché. Il faut donc que les chrétiens cessent d'être passifs

face aux injustices, ils doivent travailler pour qu'il y ait une économie réelle et juste, qui soit au service de l'homme afin que les hommes reflètent leur dignité d'enfants de Dieu. Le chrétien doit prendre position et engager des débats réels pouvant aboutir à des approches de solutions aux problèmes de société.

« Dans le monde il y a une conspiration à l'injustice et les chrétiens doivent travailler pour que l'on renverse cette économie injuste vers une économie d'équité et de partage parce que la terre nous a été donnée par Dieu et ce n'est pas quelques uns qui doivent caporaliser la finance pour que les autres vivent dans l'indigence. Donc c'est le combat des chrétiens, il faut un combat à la base », a confié l'auteur lors de la présentation de son livre à Pointe-Noire, le 29 janvier à l'espace culturel Jean Baptiste Tati Loutard. Présentation qui s'est déroulée en présence de Camille Bongou, directeur des éditions Presse & Culture, et de l'abbé Benjamin Samanu du diocèse de Pointe-Noire. Pour lutter contre les injustices économiques, l'auteur estime qu'il faut informer et former les chrétiens et la jeunesse, à travers les lectures et les formations des prophètes, pour renverser la vapeur. « Aujourd'hui les nouveaux pro-

phètes sont ceux qui prennent la parole de Dieu au sérieux, qui sont prêts à mourir pour les autres comme Abraham Lincoln aux USA, ou Thomas Sankara au Burkina Faso. Il faut une synergie entre les gouvernants et entre les gouvernés qui sont tous responsables. Nous sommes tous responsables », a indiqué le père Georges Loemba Ndéndé précisant que le combat pour une économie juste ne doit pas être mené seul. L'auteur illustre ses propos avec des schémas tel que celui qui explique le paradigme de la circulation de l'argent dans le système de crédit social (page 80).

Prêtre du diocèse de Pointe-Noire, le père Georges Loemba Ndéndé est diplômé en philosophie (Bac Canonique), en théologie (DERS) et en sciences sociales et économie de gestion, certifié en droits de l'homme et en plaidoyer sur les industries extractives dans le golfe de Guinée. Ancien directeur du séminaire Notre-Dame-de-Loango, ancien Coordonnateur diocésain de la commission justice et paix de Pointe-Noire, et ancien secrétaire national de l'Acac Congo (Action chrétiens pour l'abolition de la torture), il est actuellement père du foyer de charité « Le Thabor » de Liambu,



Le livre du père Georges Loemba Ndéndé intitulé *Initiation à la Doctrine sociale de l'Église Sécurité économique pour tous*

Pointe-Noire et père du foyer de charité « d'amour et de lumière ». Initiation à la doctrine sociale sécurité économique pour tous » est le deuxième livre du père Georges Loemba Ndéndé, après celui intitulé La pensée sociale de Paulin Poukouta paru en 2011 aux éditions Media Spaul Kinshasa. Il y traite de onze thèmes : la femme, la politique, la souffrance, la justice, la solidarité, la non-violence,

l'espérance, le courage, la force de la non-violence, la force du pardon, le combat de la paix. Son troisième livre intitulé Marte Robin en Afrique, un livre de spiritualité, paraîtra le mois prochain toujours aux éditions Presse & Cultures.

Notons que l'édition du deuxième livre du père Georges Loemba Ndéndé a été favorisée par le premier colloque scientifique et culturel, qui portait sur le Portique atlantique du Congo-Brazzaville, organisé du 25 au 27 avril 2013 par les éditions Presse & Culture, auquel le père Georges Loemba Ndéndé avait activement pris part. Cette activité, la première d'une série qui sera organisée dans les autres départements du pays, aux fins d'identifier et de consolider les étapes de construction et de consolidation de l'identité de la nation congolaise, visait notamment à susciter la vocation de l'écriture et la production d'ouvrages pouvant enrichir l'histoire de Pointe-Noire, du Kouilou, du Congo. Un aspect sur lequel avait insisté Camille Bongo lors de la présentation de l'ouvrage sur les actes de ce colloque, le 26 décembre à l'espace culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard de Pointe-Noire.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

MOTS FLÉCHÉS N°014

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

SUDOKU N°014

PROFONDE LASSITUDE	CHANT D'ÉGLISE	REFUGE	HURLEMENT BESTIAL	CAHIER D'UN OUVRAGE	AÉRIENS	POTIER SPÉCIALISÉ
BOIRE OU MANGER	MARQUÉ DE RAIES	CONTENANTS	ALLAIT SANS BUT	PALMIER À NOIX	BRAME	
ARRIVÉE DU JET RENDRE PLUS ÉTROIT				DÉTÉRIORE		
DESCENDANT DIRECT DE GAVROCHE ÉCLOSE		DIRIGE LE MATCH		ALLIAGE TREMPÉ		
	LETTRÉ GRECQUE		ACCORD DU MIDI		DEVANT LA REINE	
	FAMEUX VIN ITALIEN		HURLANT (S)		CONSÉCRATION	
FIGNOLÉE	C'EST ICI!	OBSTINÉS SAISON DES SPORTS NAUTIQUES				CHANTE COMME DANS LES ALPAGES
			TENAI SECRET DÉTACHÉES UNE À UNE			
ART MILITAIRE	CLUB ITALIEN			DIVISION DE L'ADDITION MÈCHE À APLATIR		
	ANÉANTI				ARTÈRE	
					APPUYA DE TOUT SON POIDS	
ATTRAPA	DEVANT LES AUTRES LANGUE DE POUTINE	BIS				BRILLER
		CAISSE DE CAMION				
		OINTE			ARTICLE ÉTRANGER AU BOUT DE LA JAMBE	
		DIT DES CRAQUES				
SEMBLABLEMENT ÉLÉMENT DE GLUCIDE				SECTEUR POSTAL		MAIGRE FORTUNE D'ANTAN
				PEINA		
		CAP SUR LA BOUSSOLE DURÉE DE 12 MOIS		ATTRAPÉ OU IMPRESSIONNÉ		
CORRECTES	ALLIANCE				ÉLÈVE OFFICIER	
				PAS FACILE		

>FACILE

2			9	1		
4	1		8		2	6
			5		1	9
1		4	6	7	3	2
8	2			7		5
6	7	5	2	8		1
9	6	3				
5	1		7		6	8
		8	5			4

>MOYEN

	7		6	2	4	
	9		1			2
	6	4		5	9	7
7	9					
6	4					9
					3	4
	2		9	4		1
	1			8		4
		7	6	2		3

>DIFFICILE

	9	8		7		1
	6					9
2			9			7
			6	8		5
6		3	5	9	8	2
8	5		2	1		
	4			5		7
1						9
7		1			6	4

MOTS CROISÉS N°014

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

**>HORIZONTALEMENT** 1. On y prend soin des dents. - 2. Conformément au code. - 3. Divinité égyptienne. Mouvement propre à la Jamaïque. - 4. Marécage dans le Massif central. Question pour un champion... - 5. Conjonction. Le cordonnier la manie. - 6. Fils de Vespasien. Acide, même pris avec du sucre. - 7. Mis dans le vent. Démonstratif. Trois fois sur quatre, il est plus court. - 8. Homologué. - 9. Quand elle commence à courir, il est difficile de l'arrêter. Petite patronne. - 10. Son coup porte à la tête. Elles mettent en nage.

**>VERTICALEMENT** A. Tel un système dont on n'est pas près de sortir. - B. Globule rouge. Bas de gamme. - C. Prénom masculin. Deux points à mettre dans toute ambiguïté. - D. Fantassin allemand qui joua les mercenaires. - E. Longue distance raccourcie. Non exprimé. - F. Rappel. Vent violent du Languedoc. - G. Recouvrir une faïence. - H. Alourdis. Baie des côtes de Honshu. - I. C'est une économe qui est chargée de dépenser. - J. Protège la cocotte. Bien venues.

MOTS À MOTS N°014

Mélanger les lettres des deux mots pour en trouver un troisième.

- ① C E P E + D U O = D \_ \_ \_ \_ \_
- ② E C H O + R U E = \_ \_ \_ O \_ \_ \_
- ③ M O U E + H I C = \_ \_ \_ \_ \_ I

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°013

C	G	I	A	B							
C	H	E	R	I	S	C	A	U	S	E	R
I	N	A	N	I	M	E	R	E	N	E	
P	A	T	I	S	S	E	R	I	E	S	V
N	E	N	E	D	E	N	O	T	E	E	
S	T	E	R	A	I	A	L	E	N	E	
I	R	E	S	T	E	E	R	E			
E	S	C	H	E	E	M	A	C	R	S	
N	O	S	I	M	P	R	E	V	U		
F	I	N	N	A	N	A	R	S	A	R	
M	E	D	I	F	I	E	R	N	P		
A	B	C	E	T	E	L	A	P	T	E	
E	L	A	N	C	L	A	M	E	U		
I	R	A	R	A	T	O	N	T	O	P	
B	I	P	E	R	T	E	R	R	I	L	
M	E	R	E	T	R	E	F	I	L	E	

SUDOKU N°013

9	3	6	4	8	5	7	1	2
8	7	1	3	6	2	5	4	9
2	5	4	7	1	9	8	3	6
1	9	7	2	3	6	4	8	5
5	2	3	8	4	7	6	9	1
4	6	8	9	5	1	2	7	3
6	4	5	1	7	3	9	2	8
3	8	9	5	2	4	1	6	7
7	1	2	6	9	8	3	5	4

6	1	9	7	3	5	2	4	8
4	8	7	2	1	6	3	9	5
3	5	2	9	8	4	7	1	6
5	3	1	8	4	9	6	7	2
9	6	8	3	7	2	4	5	1
7	2	4	6	5	1	8	3	9
1	7	6	4	9	8	5	2	3
2	4	5	1	6	3	9	8	7
8	9	3	5	2	7	1	6	4

MOTS CROISÉS N°013

M	E	S	S	A	G	E	R	E	S
A	V	O	I	N	E	A	R	T	
G	A	L	L	E	D	I	O	R	
A	D	O	R	O	U	S	S	E	
S	E	P	I	R	E	I	S		
I	P	U	E	L	A	O	S		
N	O	L	I	S	A	I	N	A	
I	R	A	N	P	A	L	N		
E	N	T	E	R	I	N	E	N	T
R	E	S	S	A	C	S	U	E	

MOTS À MOTS N°013

1/ LITURGIE - 2/ DOUZAINES - 3/ PAPILLON.

## BASKET-BALL

## Un expert français disposé à accompagner la fédération nationale

L'ancien entraîneur tricolore, Pierre Dao, s'est dit prêt à apporter son savoir-faire en vue d'une mise en œuvre efficace du programme de développement du basket-ball défini par la Fédération congolaise de la discipline (Fécoket).

Pour redonner au basket-ball congolais ses lettres de noblesse, la Fécoket a amorcé les contacts avec les experts de grande renommée. C'est le cas de l'ancien entraîneur français, Pierre Dao, invité par le président de la Fécoket, Firmin Dinga, pour discuter des questions du développement de la discipline au Congo. Ainsi, l'évaluation de terrain faite par l'expert révèle que le pays regorge de talents disséminés dans plusieurs départements, capables de redorer le blason du basket-ball congolais. Pour ce faire, les deux parties ont donc un programme et des objectifs à atteindre à long et à court terme. « Nous avons déjà accusé du retard mais nous travaillerons d'arrache-pied pour être dans les délais dans le cadre de la préparation des Jeux africains », a déclaré l'entraîneur français.

La première des priorités, à en croire Pierre Dao, est l'augmentation du nombre de licenciés des clubs, surtout dans la version féminine qui n'a pas assez d'athlètes. Dans le cadre de la vulgarisation de la discipline, une stratégie dénommée « basket libre » a été définie. Elle consistera à implanter des paniers sur toute l'étendue du territoire national pour intéresser davantage les jeunes à la pratique de cette discipline. La Fécoket a d'ailleurs dé-



L'expert français Pierre Dao crédit photo Adiac

pêché une équipe à Owando dans le département de la Cuvette pour lancer la campagne. Par la suite, les entraîneurs feront des descentes pour sélectionner ceux qui se seront illustrés en vue d'une formation spécifique. En France, dans les années 1992 après les Jeux Olympiques de Barcelone, ce système a permis d'accroître le nombre de licenciés, selon Pierre Dao qui en est le concepteur. On attend de voir ce que produira l'expérience congolaise.

Encore que, selon Pierre Dao, les conditions se réunissent au fur et à mesure, au Congo, pour que les basketteurs soient formés dans des installations répondant aux

normes internationales. Des propos qu'il a tenus après avoir visité le site où se construisent les infrastructures sportives qui abriteront les Jeux africains de 2015, dits Jeux du cinquantenaire. Le ministre des Sports et de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat, avait également reçu l'expert en présence du président de la Fécoket, Firmin Dinga. Le chef du département des Sports a promis de soutenir toute initiative sportive visant à porter haut l'étendard du pays. Il reviendra donc à la fédération et aux athlètes d'être à la mesure de la tâche pour atteindre les résultats escomptés.

Rominique Nerplat Makaya

## SYNDICAT DES DOUANES DU CONGO

## Les nouvelles instances installées

La cérémonie d'intronisation s'est déroulée le 13 février au siège de l'institution, sous le patronage du secrétaire général de la Confédération des syndicats libres et autonomes du Congo (Cosylac), Jean Bernard Malouka, en présence de la représentante du directeur général des Douanes et droits indirects, Célestine Essende-Okondzo, et des agents des douanes.

Deux temps forts ont marqué cette séance : la signature du procès-verbal d'intronisation, puis la transmission des attributs au nouveau président par la remise de l'étendard de l'organisation à ce dernier, et le port de foulards à l'ensemble des membres du bureau exécutif.

Dans son discours de circonstance, en effet, ayant pris la mesure de la problématique sur les enjeux qui attendent les nouvelles instances, Jean Bernard Malouka a invité le nouveau bureau à observer ce qui avait été décidé lors de l'assemblée élective du 20 décembre 2013. Re-traçant les grandes lignes, le secrétaire général de la Cosylac a cité : « Liberté d'opinion et d'expression ; unité d'action dans la solidarité ; refus de la recherche du gain facile au détriment des intérêts individuels dans la recherche des solutions dans le secteur. »

Et d'ajouter : « Ce n'est qu'à ce prix que le Sydoc remportera les victoires dans l'exercice de ses missions qu'on peut à juste titre rappeler : défendre et améliorer les conditions de vie des travailleurs des douanes par tous les moyens y compris la grève, dans le respect des dispositions réglemen-

taires de notre pays. »

Sur un autre temps et dans un langage empreint de courtoisie, le nouveau président du bureau exécutif national du Sydoc, Just-Macaire Boudimbo, a livré son message et donné les orientations de son action à la tête du Sydoc.

Parlant du paiement de la prime de rendement des années 2011-2012 et l'amélioration des conditions de travail et de vie en milieu douanier, comme principal cheval de bataille de son action au regard du retard qu'accuse la tutelle sur ce domaine, pour tenir ce pari, la substance de sa mission se résume, entre autres, à prôner partout la justice et le partage pour la paix sociale et l'harmonie en milieu douanier. « Les résolutions sont contenues dans un cahier des charges adressé à la tutelle et à l'administration pour l'amélioration des conditions de travail et de vie des douaniers et pour l'application stricte des textes législatifs et réglementaires, facteur indispensable pour la réalisation des prévisions budgétaires », a-t-il indiqué. Prenant acte, la représentante du directeur général des Douanes et droits indirects, la directrice administrative et financière, Célestine Essende-Okondzo, a en guise de mot de fin, demandé au nom du directeur général des douanes et des droits indirects en mission et en son nom propre, aux agents de la douane, à travailler main dans la main pour réaliser ensemble chaque année ce que la tutelle attend d'eux.

Guillaume Ondzé

## BRIN D'HISTOIRE

## Max Massengo, le « chef des chefs »

Indétrônable Max Massengo, le chef des chefs, qui recompose son parcours à travers la réédition de ses œuvres, dont quelques joyaux inoxydables de la chanson congolaise moderne, réalisées, il y a plus de cinquante ans pour certaines d'entre elles, avec l'orchestre Negro Band. Max Massengo le sphinx est toujours là.

Pendant la décennie 1950, Léopoldville est le centre névralgique de la musique congolaise, en raison des structures d'enregistrement installées dans cette ville par des commerçants grecs, parmi lesquels les frères Jérónimidis, Moussa Benathar, Papadimitriou ou Dino Antonopoulos. Pour des raisons professionnelles, de nombreux Brazzavillois s'installent sur la rive gauche du fleuve Congo. Ils vont marquer de leur empreinte la vie musicale kinoise. C'est donc naturellement, pourrait-on dire, que le Negro Band y naît le 18 novembre 1958. Le nom de cet orchestre est, sans doute, inspiré par Negro Jazz, creuset de musiciens comme Jean-Serge Essous, Edo Ganga, Célestin Kouka, Nino Malapet, Bruno Yengo, Pierre Loukouamoussou, entre autres, sous la houlette de Joseph Kaba puis de Guy-Léon Fylla.

Le Negro Band est porté sur les fonts baptismaux par de jeunes gens qui se lancent dans le grand bain musical après des expériences dilettantes : Max Massengo, Franklin Boukaka, Michel Boyibanda, Elo, Denis Loubassou dit Tintin, Jean Mokuna « Baguin », Damien Demoulend. Arrivent ensuite Louis Nguema « Lily », dont

le père fut parmi les pionniers de la musique congolaise moderne, Jean-Marie Foussikou dit Nezy, et Joseph Kasongo alias Démon Kasanaud. Le Negro Band démarre ses activités au bar Domingo. Quelques mois après, il s'installe à Brazzaville. Mais c'est à Léopoldville qu'en 1959 le Negro Band enregistre aux Éditions Ndombé (Esengo) les chansons Mado Ndombe (Nezy) et Kumaye (Max Massengo).

Rigobert Massengo, dit Max. Ecce homo. Il est né le 28 décembre 1938 au quartier Bacongo à Brazzaville. Marié, il est père de quatre enfants. Il débute dans l'orchestre Sexy Jazz avant la création du Negro Band, point de départ de son parcours professionnel. Son instrument de prédilection est la clarinette, d'où son nom de scène, Max Clari. Il a remis cet instrument pour le saxophone, désormais son compagnon de route.

Pendant des années, Max Massengo est l'âme de l'orchestre Negro Band qu'il conduit au Congo, en Afrique et en Europe. On se souvient de la mémorable épopée en Côte d'Ivoire de ce groupe. En 1966, Jackson Gangbo, producteur de leur tournée, abandonne l'orchestre et les musiciens à l'étape d'Abidjan. Pas moyen, pour ces derniers, de rentrer au Congo. C'est grâce à une avance sur les droits d'auteur, versés par la Sacem (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique), que le « chef des chefs » réussit à ramener ses troupes au Congo. Quatre éléments prennent la poudre d'escampette au moment de l'embarquement : José Missamou, Jean-Raph Loumbé, Maurin

Zalakanda et Julio Lucas. Ils disparaissent dans la nature. « Les Zoulous », qu'ils vont créer à Abidjan, devient l'orchestre de référence en Côte d'Ivoire pendant de nombreuses années.

Signe de son dynamisme, Max Clari, à la tête de son Negro Band, se rend plusieurs fois en Europe, ramenant, chaque fois, outre des disques, des équipements de musique. Mais le début de la décennie 1970 est désastreux. L'orchestre connaît des scissions et des départs qui l'affaiblissent. Pour se maintenir sur l'orbite musicale brazzavilloise, le chef des chefs crée l'orchestre Mbunzila, dénomination suggérée par un de ses succès des années 1960 Mbunzila kamboka tambwanko. Il s'agit, dans cette chanson d'une femme infidèle qui, après avoir dénigré publiquement son époux, s'en va chez ses parents. Désormais libre, elle vivote. Redoutant de basculer dans la prostitution, elle reconsidère sa position et décide de regagner le domicile conjugal. Triomphateur, le mari l'apostrophe superbement : « Pourquoi reviens-tu ? Il paraît que je suis indigent ! »

L'orchestre Mbunzila vit d'expédients avant de sombrer corps et biens. Suit une période erratique pour le chef des chefs. Depuis quelque temps, il essaie de faire revivre le Negro Band en compagnie de son compère Michel Boyibanda, autre cofondateur de cet orchestre qui a connu son heure de gloire. La duplication de leurs anciennes œuvres est la première étape de cette résurrection. Bon vent à l'artiste !

Mfumum